

PAIEMENT PAR TPE

Les commerçants tenus de s'en équiper

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé, que l'Algérie possédait des capacités pour réaliser un développement rapide du paiement mobile, soulignant que l'Algérie avait enregistré ces dernières années "une augmentation" du nombre d'opérateurs dans le domaine de la technologie financière (fintech) et du commerce électronique. P 3



PROJET AGRO-INDUSTRIEL
DE TIMIMOUN

**Des institutions
financières
internationales veulent
s'associer avec les
italiens**

La société italienne Bonifiche Ferraresi (BF Spa) a obtenu une concession de 36 000 hectares dans la wilaya de Timimoun en Algérie pour produire du blé et des légumineuses, un projet d'une durée minimale de 30 ans. Ce projet a suscité l'intérêt de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et de fonds en provenance des pays du Golfe.

P 5

DYNAMIQUES ÉNERGÉTIQUES
MONDIALES

**Le Rôle Incontournable
de l'Algérie**

L'Algérie, en tant que leader incontesté de la production de gaz naturel en Afrique, se trouve au cœur d'un tournant stratégique crucial dans le secteur énergétique mondial. Selon le dernier rapport publié par la plateforme spécialisée dans les marchés de l'énergie, « Attaqa.net », en 2023, l'Algérie a confirmé sa position de premier producteur de gaz naturel sur le continent africain,

P 3

ESSOR DE L'HUILE D'OLIVE

**L'Algérie émerge comme
acteur clé dans la
consommation mondiale**



L'huile d'olive, ingrédient central de nombreuses cuisines, connaît une dynamique fascinante de consommation et de production à l'échelle mondiale. En 2024, les tendances révèlent une diversité marquée dans ces deux aspects

P 5

JOURNÉE NATIONALE DE L'ANP

**Le président Tebboune
préside la cérémonie
officielle** P 3

SURCHARGE DES CLASSES

**Quelles solutions
pour la rentrée scolaire
2024/2025 ?** P 2

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE
L'AGRICULTURE

**Plus de 230.000
nouvelles exploitations
agricoles** P 4

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE LA NATION

L'ANP, source de fierté pour tous les Algériens

L'Armée nationale populaire (ANP) est une source de fierté pour tous les Algériens liés à leur Armée par une relation particulière, distinctive et unique au monde, a affirmé le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil. "Nous considérons sincèrement et fidèlement que l'ANP est une source de fierté pour tous les Algériens et Algériennes en raison de ce qu'elle a réalisé à plusieurs niveaux. Elle a été résolument aux côtés de sa nation, dans toutes les difficultés et crises auxquelles le pays a été confronté, ce qui a consolidé la cohésion du peuple avec son armée et l'interdépendance de leur destin et leur vision prospective commune au service de la patrie en toutes circonstances", a écrit M. Goudjil dans une contribution parue dimanche dans plusieurs titres de la presse nationale à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'Armée (4 août), instituée par le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, en 2022.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 242 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes sont décédées et 242 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Les secours de la Protection civile ont, par ailleurs, procédé à 1520 interventions pour le sauvetage de 1158 personnes de noyade, dont 257 prises en charge sur les lieux et 101 autres évacuées vers les hôpitaux, déplorant, toutefois, le décès de sept (7) personnes noyées en mer à Alger, Mostaganem, Boumerdes, Aïn Témouchent et El Tarf. En outre, les secours de la Protection civile de la wilaya de Biskra sont intervenus pour le repêchage du corps d'un adolescent de 18 ans, noyé dans une retenue collinaire, sise au village "Labaghila", dans la commune d'El Mazairia. S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêts, les agents de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 22 incendies à travers plusieurs wilayas du pays.

PRÉSERVATION DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

Algérie Poste lance un appel aux clients

Algérie Poste a récemment souligné l'importance de la préservation des distributeurs automatiques de billets (DAB) pour assurer la continuité des services financiers.

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook officielle, l'institution a mis en avant que le maintien en bon état de ces équipements est une responsabilité partagée entre tous les citoyens. Les DAB sont essentiels pour permettre aux utilisateurs d'accéder aux services financiers à tout moment. Les actes de vandalisme ou de dégradation peuvent interrompre l'accès aux services bancaires, créant ainsi des désagréments pour de nombreux usagers. Algérie Poste appelle donc à une vigilance accrue pour

éviter ces problèmes. En cas d'incidents ou de comportements suspects, les citoyens sont invités à signaler immédiatement tout acte de vandalisme. Cette collaboration est cruciale pour assurer que les services restent accessibles et efficaces pour tous.

ALGÉRIE - OMAN

La Grande Mosquée d'Alger enrichie par un précieux cadeau

Une nouvelle qui ravira les érudits et les amateurs de savoir : la bibliothèque de Djamaâ El-Djazaïr "la Grande Mosquée d'Alger" s'est enrichie d'une précieuse collection de livres. Ce don a été offert par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs du Sultanat d'Oman. C'est ce qu'a annoncé, la direction de la Grande Mosquée. Selon un communiqué, le recteur de la mosquée, Mohamed Mamoun El Kacimi El Hassani, a reçu, mercredi dernier, le représentant de l'ambassade d'Oman, Mohamed Al Damiri, pour le remercier de ce geste généreux. Ce dernier a remis 337 ouvrages qui viendront étoffer les rayons de la bibliothèque. Dans ce même communiqué, M. Al Damiri s'est dit "ravi de l'atmosphère fraternelle qui caractérise les relations entre les deux pays" et a exprimé son "admiration pour la Grande Mosquée d'Alger en tant que monument religieux et civilisationnel". De son côté, le président du



Conseil scientifique de la Grande Mosquée, Moussa Ismail, a rappelé "les liens historiques qui unissent l'Algérie et le Sultanat d'Oman". Il a souligné que "de tels dons enrichissent considérablement notre bibliothèque, qui ouvre

ses portes aux chercheurs et contribue ainsi à l'essor de la recherche scientifique, de la production intellectuelle et du savoir, la plaçant ainsi au rang des plus grandes bibliothèques mondiales". Ce don généreux de la part

du Sultanat d'Oman vient non seulement renforcer les liens fraternels entre les deux pays, mais aussi enrichir considérablement le patrimoine intellectuel de l'Algérie. Cette initiative culturelle marque une nouvelle étape dans la coopération bilatérale et témoigne de l'attachement des deux peuples à leur héritage commun. Rappelons que la Grande Mosquée d'Alger, véritable joyau architectural, abrite aujourd'hui bien plus qu'un lieu de culte. En effet, son immense bibliothèque, capable d'accueillir jusqu'à 2000 personnes, en fait un véritable pôle culturel.

NOYADES

Huit décès en 24 heures

La direction générale de la protection civile a annoncé, dans un bilan quotidien, que ses équipes sont intervenues, ces dernières 24 heures, plus de 4242 interventions, soit une intervention toutes les 20 secondes. 1156 personnes ont été sauvées, tandis que huit décès ont été enregistrés. De plus, ces mêmes services ont signalé 194 accidents, faisant 242 blessés et 5 morts.

SURCHARGE DES CLASSES

Quelles solutions pour la rentrée scolaire 2024/2025 ?

Les directions de l'éducation des wilayas ont récemment terminé l'évaluation des établissements scolaires des trois cycles éducatifs, en vue de la rentrée scolaire 2024/2025. Cette évaluation a permis de repérer les écoles susceptibles de faire face à une surcharge. Les responsables ont donc proposé une série de mesures

pratiques pour garantir qu'un siège pédagogique soit disponible pour chaque élève, avec une échéance fixée au 31 décembre pour résoudre cette problématique. Les autorités ont alors mandaté les responsables des services de scolarité et des examens pour organiser des réunions avec les directeurs des établissements scolaires.

Ainsi, ces rencontres avaient pour but de définir des solutions concrètes à appliquer avant et pendant la rentrée scolaire. Les responsables ont souligné l'importance de limiter les transferts d'élèves non planifiés d'une école à une autre pour maintenir un équilibre pédagogique et éviter une répartition inégale des élèves.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PAIEMENT PAR TPE

Les commerçants tenus de s'en équiper

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Ovalid, a affirmé, que l'Algérie possédait des capacités pour réaliser un développement rapide du paiement mobile, soulignant que l'Algérie avait enregistré ces dernières années "une augmentation" du nombre d'opérateurs dans le domaine de la technologie financière (fintech) et du commerce électronique. Et pourtant l'obligation pour les commerçants de se doter de terminaux de paiement électronique (TPE) a été mainte fois remise à plus tard depuis son introduction à travers la loi de finances de 2018, pour des raisons de coûts et de logistique. Aussi, obligation a été faite aux commerçants de se doter de terminaux de paiement électronique (TPE), avant la fin de l'année en cours.

Par Réda Hadi

C'est en tout cas ce que prévoit la loi de finances 2024 à travers son article 111 qui fixe comme échéance ultime le 31 décembre prochain pour l'entrée en vigueur de cette mesure d'obligation, censée favoriser l'accélération de la généralisation du recours aux moyens de paiement modernes comme alternative à l'excès de cash et comme moyen de réduire le poids de la thésaurisation et des fonds circulants hors banques.

L'article 111 de la loi de finances en vigueur, qui reprend et modifie les dispositions initiales introduites en ce sens dans la loi de finances de 2018, stipule ainsi explicitement que tout agent économique «qui offre des biens et/ou services à des consommateurs» et qui est «dûment domicilié au niveau d'une banque agréée ou d'Algérie Poste, doit mettre à la disposition du consommateur des terminaux de paiement électronique (TPE) pour lui permettre, à sa demande, de régler le montant de ses achats par carte de paiement électronique».

Une disposition à laquelle les agents économiques, dont les commerçants, doivent se conformer «au plus tard le 31 décembre 2024», prévoit le même article de la loi de finances en vigueur.

Dans l'exposé des motifs clarifiant ces dispositions à travers le texte de la loi de finances de 2024, il est précisé que la loi de



finances pour 2018 avait prévu l'obligation aux commerçants de mettre à la disposition du consommateur des instruments de paiement électronique pour lui permettre d'opter pour un règlement électronique de ses achats, en fixant un délai maximal d'un an aux agents économiques pour s'y conformer.

Si ce mode de paiement a pris du retard, le GIE monétique (groupement d'intérêt économique monétique) prévoit de parachever dès cette année la mise en place du projet d'interopérabilité entre les différents inter-

venants dans le système du paiement mobile. «Nous sommes bien avancés dans le déploiement du paiement mobile (m-paiement) dont le schéma de fonctionnement a été spécifié pour que chaque banque puisse acquérir sa propre solution», a ainsi indiqué l'administratrice du GIE monétique, Assia Benchabla Queiroz, à l'APS.

Développement des paiements mobile, encouragement des paiements par cartes et par internet, ouverture du secteur aux banques digitales et aux prestataires de services de paiement (PSP) à la faveur de la nouvelle loi monétaire et bancaire constituent en somme autant de démarches mises en chantier ces derniers mois afin d'accélérer la digitalisation des services bancaires et donner ainsi concrètement forme au processus de réforme et de modernisation de la sphère financière domestique. C'est du moins l'espérance des pouvoirs publics.

Et c'est dans cette optique que les pouvoirs publics entendent tout faire, pour la réussite de cette opération, d'où cette obligation. Sauf, qu'en vertu de l'article de la loi de finances 2024 de se doter de TPE dans les cinq mois à venir pour ceux qui n'en disposent pas, ils seront passibles de sanctions. A moins que, pour des raisons de faisabilité technique et de disponibilité d'équipements nécessaires, un nouveau délai de mise en conformité leur soit de nouveau accordé à travers la loi de finances de 2025, actuellement en cours d'élaboration

JOURNÉE NATIONALE
DE L'ANP

Le président Tebboune préside la cérémonie officielle

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune est allé, ce dimanche, au Cercle national de l'Armée à Alger, pour présider la cérémonie officielle pour la célébration de la journée nationale de l'armée nationale populaire (ANP). Le président de la République a été accueilli à son arrivée au Cercle national de l'Armée par le Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha.

Après avoir écouté l'hymne national, le président de la République a passé en revue différentes formations militaires, qui lui ont rendu les honneurs, avant de saluer des officiers supérieurs de l'ANP.

La Journée nationale de l'Armée nationale populaire, célébrée le 4 août, a été instituée par le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, en reconnaissance du rôle prépondérant de l'institution militaire dans le processus d'édification du pays et dans la préservation de l'unité et de la souveraineté nationales.

DYNAMIQUES ÉNERGÉTIQUES MONDIALES

Le Rôle Incontournable de l'Algérie

Par Mourad A

L'Algérie, en tant que leader incontesté de la production de gaz naturel en Afrique, se trouve au cœur d'un tournant stratégique crucial dans le secteur énergétique mondial. Selon le dernier rapport publié par la plateforme spécialisée dans les marchés de l'énergie, « Attaqa.net », en 2023, l'Algérie a confirmé sa position de premier producteur de gaz naturel sur le continent africain, enregistrant une augmentation notable de sa production à 104,27 milliards de mètres cubes, malgré une tendance générale à la baisse dans la production de gaz en Afrique.

Cette performance remarquable s'accompagne d'un record dans les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL), atteignant 12,9 millions de tonnes, un niveau inédit depuis 2010. Cependant, la dynamique mondiale

du marché de l'énergie connaît des évolutions significatives. En juillet 2024, une absence frappante des principaux exportateurs arabes, y compris l'Algérie, dans les grandes transactions de GNL a été notée. Ce changement marque une rupture par rapport aux périodes précédentes, où ces pays étaient des acteurs majeurs dans les accords d'exportation. Ce décalage pourrait signaler une réévaluation stratégique ou des ajustements temporaires dans le marché mondial du GNL, mettant en lumière la nécessité pour les producteurs, y compris l'Algérie, de se repositionner dans un paysage en constante évolution, comme l'indique un autre rapport de la même plateforme.

Dans le contexte européen, selon un troisième rapport de « Attaqa.net » l'Allemagne, face à une demande croissante d'hydrogène, prévoit de devenir un importateur majeur pour sa-

tisfaire ses objectifs ambitieux en matière d'énergie propre. D'ici 2030, l'Allemagne pourrait avoir besoin d'importer jusqu'à 70% de son hydrogène, représentant entre 45 et 90 térawattheures. Dans ce cadre, l'Algérie joue un rôle de plus en plus stratégique. Le pays a établi un partenariat avec l'Allemagne pour soutenir la création d'une installation expérimentale d'hydrogène vert, avec une aide de 20 millions d'euros, et vise à couvrir 10% de la demande européenne en hydrogène d'ici 2040.

Ce partenariat s'inscrit dans un contexte où les pays arabes, tels que l'Égypte, le Maroc et les Émirats, investissent massivement dans la production d'hydrogène vert pour répondre aux besoins de l'Allemagne et diversifier leurs économies énergétiques. L'Égypte, par exemple, a signé un accord pour fournir de l'hydrogène vert, tandis que le Maroc bénéficie

de investissements pour développer des projets solaires et éoliens. Ces initiatives montrent une ambition commune des pays arabes de se réinventer en tant que fournisseurs d'énergie durable, un mouvement auquel l'Algérie, avec ses ressources et sa stratégie croissante dans le secteur de l'hydrogène, contribue activement. Ainsi, l'Algérie se trouve à un croisement stratégique. Bien qu'elle conserve une position dominante en tant que producteur de gaz naturel en Afrique, les défis mondiaux et les opportunités émergentes, notamment dans le domaine de l'hydrogène, nécessitent une adaptation et une innovation continues. Le pays doit naviguer habilement dans un marché énergétique en mutation, tout en exploitant ses avantages compétitifs pour maintenir et renforcer son rôle dans l'arène énergétique mondiale.

CONSTRUCTION

Des modifications apportées aux modalités d’instruction et de délivrance des actes d’urbanisme

De nouvelles modifications ont été apportées aux modalités d’instruction et de délivrance des actes d’urbanisme, axées principalement sur la numérisation des demandes et le renforcement de la sécurité des bâtiments, et ce en vertu d’un décret exécutif publié dans le Journal officiel (JO) n 51. Il s’agit du décret exécutif n 24-247 signé le 23 juillet dernier par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, et qui permet le dépôt du dossier de la demande d’acte d’urbanisme "en format papier ou via une plate-forme numérique créée auprès du ministère chargé des collectivités locales".

Il est procédé à l’instruction de l’acte d’urbanisme et sa délivrance suivant la forme de dépôt effectuée par le demandeur (numérique/papier), selon ce nouveau texte soulignant que la plate-forme numérique des actes d’urbanisme est tenue et gérée par les services du ministère chargé des collectivités locales. Celle-ci procédera à une concertation avec les services chargés de l’urbanisme pour leur permettre l’accès.

Concernant les documents exigés pour l’obtention de l’acte, outre le dossier administratif et celui d’architecture, le demandeur doit présenter un dossier technique comprenant notamment les vues en plans des structures à une échelle appropriée qui doivent obligatoirement être visées par l’organisme national de contrôle technique habilité pour les équipements, les constructions à usage d’habitation collective ou les constructions recevant du public.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

Plus de 230.000 nouvelles exploitations agricoles

Les résultats préliminaires du troisième Recensement général de l’agriculture (RGA) font ressortir plus de 230.000 nouvelles exploitations agricoles par rapport au précédent recensement réalisé en 2001, indique un responsable au ministère de l’Agriculture et du Développement rural. Les résultats préliminaires du RGA (19 mai-27 juillet) révèlent une expansion de l’activité agricole avec plus de 230.000 nouvelles exploitations agricoles, a précisé le directeur des systèmes d’information, des statistiques et de la

prospective au ministère, Mohamed Tifouri, dans une déclaration à l’APS, saluant "la forte participation" des agriculteurs et des éleveurs conscients des avantages qu’ils tireront de ce recensement. Selon lui, cette augmentation de l’activité agricole "est le fruit du processus de mise en valeur des terres et de l’émergence de nouvelles zones d’activité agricole". Les données collectées "nous donneront une image réelle de la structuration des exploitations agricoles, à travers laquelle

nous élaborerons des programmes de développement propres au secteur agricole", a expliqué M. Tifouri, précisant que l’analyse des données collectées et introduites dans la plateforme numérique du ministère de l’Agriculture permettra de déterminer de manière précise la superficie du foncier agricole, le nombre du cheptel, etc. Concernant la date de publication des résultats du RGA 2024, le responsable a assuré que le processus d’analyse de la masse de données collectées "va bon train".

ONSC

Lancement du projet d’un Centre national de formation pour la société civile avant fin 2024

Le président de l’Observatoire national de la société civile (ONSC), Nouredine Benbraham a annoncé, samedi à partir de Tipasa, le lancement d’un projet de Centre national de formation et de renforcement des capacités de la société civile avant la fin de l’année en cours (2024). "L’ONSC est actuellement aux dernières retouches du lancement du projet d’un Centre national de développement et renforcement des compétences de la société civile en tant que mécanisme de formation et de développement des compétences", a indiqué M. Benbraham dans son intervention à une rencontre régionale initiée par le Réseau associatif de la démocratie participative et de l’économie sociale et solidaire en coordination avec les services de la wilaya de Tipasa sous le thème "Démocratie participative et opé-

ration électorale, vers une citoyenneté effective". Il a souligné l’existence d’"enjeux imposant à la société civile de se développer et de s’adapter pour renforcer la citoyenneté et faire face aux défis visant à renforcer la stabilité et la sécurité du pays, dont particulièrement les prochaines élections présidentielles", soulignant la responsabilité incombée aux associations de contribuer à l’enrichissement des politiques publiques du pays et au développement de l’économie nationale.

L’ONSC "œuvre au renforcement du cadre juridique de la performance des associations au plan commercial, l’établissement de partenariats et de financements", a ajouté M. Benbraham, plaçant pour "une société civile créatrice de richesses, et qui puisse passer du stade du diagnostic des problèmes et de soumission des préoccupations à celui d’initiatrice de solutions à travers des projets sociaux, solidaires et économiques".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 04 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Aout 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة	
		DA / Kg		دج / كغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	94	114	74	البطاطا
	Tomate	67	79	54	الطماطم
	Oignon sec	43	49	37	البصل الجاف
	Ail sec	337	394	281	الثوم الجاف
	Carotte	71	80	63	الجزر
	Navet	119	132	106	لفت
	Poivron	98	110	86	الفلفل الأخضر
	Piment	108	122	94	الفلفل الحار
	Courgette	79	89	69	الكوسة
	Haricot vert	194	212	176	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	98	110	87	الخس
Fruits frais	Pomme locale	419	513	324	التفاح المحلي
	Datte	550	673	427	التمر
	Melon	100	112	89	البطيخ الاصفر
	Pastèque	84	95	74	البطيخ الاحمر
	Banane	362	375	349	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1741	1875	1607	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	438	450	427	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البويض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	100	89	حليب البقر (لتر)

DOUANES

Nouvelles modalités de déclaration de la monnaie par les voyageurs

De nouvelles modalités de déclaration de la monnaie par les voyageurs au niveau des douanes sont entrées en vigueur, en vertu d’un arrêté publié au Journal officiel (JO) n 51 comprenant également un nouveau modèle de déclaration.

Il s’agit de l’arrêté signé le 20 juillet dernier par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, qui réaffirme l’obligation de déclaration de la monnaie par les voyageurs, résidents ou non résidents, et qui s’applique aux montants libellés en monnaie nationale ou étrangère, d’une somme supérieure au seuil fixé par la législation et la réglementation en vigueur.

Selon ce nouveau texte, l’obligation de déclaration concerne "les billets de banque, pièces de monnaie et tous les moyens de paiement au porteur, les effets de commerce ainsi que les autres valeurs et titres de créance négociables, au porteur ou endossables, détenus par les voyageurs".

Les voyageurs souscrivent la déclaration de la monnaie, essentiellement, par voie électronique avant l’arrivée au bureau des douanes. Cette déclaration peut s’effectuer par écrit, à l’entrée ou à la sortie, à travers des formulaires mis à la disposition du voyageur par les services des douanes

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PROJET AGRO-INDUSTRIEL DE TIMIMOUN

Des institutions financières internationales veulent s'associer avec les italiens

La société italienne Bonifiche Ferraresi (BF Spa) a obtenu une concession de 36 000 hectares dans la wilaya de Timimoun en Algérie pour produire du blé et des légumineuses, un projet d'une durée minimale de 30 ans. Ce projet a suscité l'intérêt de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et de fonds en provenance des pays du Golfe. Le directeur général du groupe, Federico Vecchioni, a dévoilé ces informations lors d'une audition devant la Commission des affaires étrangères de la Chambre des députés, dans le cadre de l'examen du décret proposé par la présidente du Conseil des ministres pour l'adoption du plan stratégique italo-africain appelé "Plan Mattei".

Par Mourad A.

Ce projet d'envergure est soutenu par les ressources financières internes de Bonifiche Ferraresi ainsi que par le Fonds National d'Investissement Algérien, qui détient 49% des investissements. L'initiative devrait générer 1 600 emplois directs et environ 6 000 emplois indirects, contribuant ainsi de manière significative à l'économie locale. La première phase de ce projet commencera en novembre 2024 avec la plantation des premiers 3 000 hectares. Bonifiche Ferraresi collaborera avec divers partenaires industriels italiens pour mettre en place une chaîne de production intégrée, de la semence au produit fini. Parmi ces partenaires figurent S.I.S. - Società Italia Sementi S.p.A., les Consorzi Agrari d'Italia pour les équipements agricoles, Irritec S.p.A. pour les systèmes d'irrigation modernes et économes en eau, et Ocrim S.p.A. pour les installations de transformation. La construction de puits et l'utilisation de systèmes d'irrigation à la pointe de la technologie sont des éléments clés du projet pour adapter l'agriculture aux



conditions climatiques changeantes de l'Algérie. Le projet vise également à revitaliser la production de céréales en Algérie, avec une priorité donnée au blé dur destiné principalement au marché local. Cependant, une partie de la production pourrait également être destinée à d'autres

pays africains. Les discussions entre Bonifiche Ferraresi et le gouvernement algérien incluent la proposition de réduire l'utilisation de l'irrigation par aspersion au profit de techniques d'irrigation plus précises et économes en eau. En plus des activités agricoles, le projet inclut des programmes de formation

pour les professionnels algériens, développés en collaboration avec des institutions académiques et de recherche locales. BF Educational s.r.l., une filiale de Bonifiche Ferraresi, sera impliquée dans ces initiatives éducatives, visant à améliorer l'enseignement scientifique appliqué à l'agriculture et à l'agro-industrie. Cette formation se fera en partenariat avec des centres de recherche et des universités algériennes, ainsi qu'avec le réseau des Consorzi Agrari d'Italia et les jeunes entrepreneurs de Coldiretti. Ce projet représente le plus important investissement italien dans l'agriculture régénérative et à haute technologie en Méditerranée du Sud.

Il constitue un modèle de durabilité environnementale et d'innovation agricole pour la valorisation des terres et des filières alimentaires. Federico Vecchioni a souligné que ce projet est un exemple de la capacité de BF Spa à appliquer sa vision et son expertise en matière d'agriculture de haute technologie (Agritech) et de durabilité environnementale, tout en renforçant les relations historiques entre l'Italie et l'Algérie

ESSOR DE L'HUILE D'OLIVE

L'Algérie émerge comme acteur clé dans la consommation mondiale

Par Sirine B

L'huile d'olive, ingrédient central de nombreuses cuisines, connaît une dynamique fascinante de consommation et de production à l'échelle mondiale. En 2024, les tendances révèlent une diversité marquée dans ces deux aspects, illustrant l'importance de ce produit tant sur le plan culturel qu'économique, comme l'indique le dernier rapport « Olive Oil Consumption by Country » de « World Population Review ». L'Algérie se distingue par sa position notable dans le classement mondial de la consommation d'huile d'olive, se plaçant au cinquième rang avec une consommation de 80 000 tonnes, soit environ 2 kg par habitant chaque année. Cette consommation a augmenté de 3,9 % par rapport à l'année précédente, soulignant l'importance croissante de l'huile d'olive dans le régime alimentaire algérien. Ce chiffre met en lumière la place essentielle que l'huile d'olive occupe dans les habitudes culinaires du pays et sa popu-

larité croissante parmi les consommateurs. À l'échelle mondiale, la Grèce reste le plus grand consommateur d'huile d'olive par habitant, avec une consommation impressionnante de 24 litres par personne par an. L'Espagne et l'Italie suivent avec des consommations de 14,2 litres et 11,3 litres respectivement, reflétant leur rôle en tant que principaux producteurs et consommateurs. En comparaison, l'Algérie, bien qu'elle ne soit pas au niveau de ces leaders européens, montre une croissance significative dans sa consommation, indiquant un renforcement de l'intérêt pour cet ingrédient essentiel. En Afrique du Nord, le Maroc affiche une consommation remarquable de 165 000 tonnes, avec une augmentation de 6,5 % par rapport à l'année précédente. La Tunisie, également un acteur clé dans la région, consomme 48 000 tonnes, avec une hausse de 6,7 %. Ces chiffres soulignent non seulement l'importance régionale de l'huile d'olive mais aussi la

rivalité amicale entre ces nations en matière de consommation. En termes de production, l'Espagne reste le leader incontesté avec une production atteignant 766 400 tonnes. L'Italie et la Turquie suivent avec des productions respectives de 288 900 tonnes et 210 000 tonnes. L'Algérie, avec une production de 93 000 tonnes, se classe parmi les producteurs notables, bien que ses chiffres soient inférieurs à ceux des leaders européens. Les tendances mondiales montrent une forte demande pour l'huile d'olive, ce qui se reflète dans les prix en hausse. En Espagne et en Italie, les prix de l'huile d'olive extra vierge ont considérablement augmenté, atteignant jusqu'à 950 € pour 100 kg en Italie et 781 € en Espagne. Cette hausse des prix est attribuée à une demande mondiale croissante et à des conditions de marché fluctuantes. La consommation d'huile d'olive en Algérie et dans le monde continue de croître, marquant une prise de conscience

accrue des bienfaits de ce produit pour la santé. L'huile d'olive est reconnue pour ses propriétés nutritionnelles et ses effets bénéfiques sur la santé, ce qui contribue à sa popularité croissante. Cette tendance est également visible en Amérique du Nord, où les importations d'huile d'olive augmentent, bien que la consommation par habitant reste relativement faible comparée aux pays méditerranéens. L'Algérie, avec son engagement croissant envers l'huile d'olive, se positionne favorablement sur la scène mondiale. Sa consommation en hausse et sa production significative soulignent son rôle important dans le secteur de l'huile d'olive. Alors que la région méditerranéenne continue de dominer la production et la consommation, d'autres régions, y compris l'Algérie, montrent une forte appréciation pour cet ingrédient précieux, reflet d'une culture alimentaire riche et en évolution.

BOUIRA

27 familles occupant de vieux haouchs à Aomar relogées

Vingt-sept familles occupant de vieux haouchs dans la commune d'Aomar (Nord-ouest de Bouira), ont été relogées dans de logements neufs, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Sur les 27 familles, 15 ont occupé l'ancien Haouch de Grarib et neuf autres de vieilles habitations érigées sur des terrains biens de l'état, selon les détails fournis par les services de la wilaya. L'opération de relogement s'est déroulée dans de bonnes conditions et en présence des autorités municipales locales. Les bénéficiaires de logements neufs ont exprimé leur grande joie après ce relogement tant attendu. "Je tiens à remercier les autorités de la wilaya ainsi que la commune pour leurs efforts consentis pour nous reloger dans des logements neufs après des années d'attente", a déclaré à l'APS Fatima, une des bénéficiaires d'un logement. Il s'agit, selon les services de la wilaya, de la 19e opération de relogement depuis novembre 2022, après celle de Saharidj, Sour El Ghoulane, El Asnam, et Lakhdaria. La dernière opération similaire remonte à juin 2023, au cours de laquelle 49 familles qui occupaient des habitations précaires à Saharidj, notamment l'ancien Souk El Fellah, ont été relogées dans des logements neufs

SÉTIF

30 forages et puits mis en service avant fin 2024

Pas moins de 30 forages et autres puits destinés à soutenir l'alimentation en eau potable devraient être mis en service "avant fin 2024" dans la wilaya de Sétif, notamment dans certaines communes connaissant un déficit en matière de ressources en eau, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya.

La réception de ces nouveaux forages et puits "contribuera à répondre aux besoins des citoyens en eau potable et permettra l'extension des périmètres irrigués, en particulier dans les communes à vocation agricole", selon la même source. Ces actions s'ajouteront à de nombreuses autres opérations ayant déjà bénéficié au secteur des ressources en eau dans la wilaya de Sétif, telles que la mise en service de 110 km de canalisations d'eau potable, la réalisation de 7 réservoirs d'eau d'une capacité de l'ordre de 8.500 m3, le nettoyage de 3.000 mètres li-



néaires de lits d'oueds et la pose de 15 km de conduites d'assainissement, selon la même source. Au cours de l'année écoulée, le

secteur des ressources en eau avait réalisé 48 forages pour une production quotidienne moyenne de 48.000 m3, en plus de la réhabilitation de 4 sources

d'eau, la rénovation et la réhabilitation de 150 km de canalisations d'eau potable et la réception d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) dans la commune de Tella (sud-est de Sétif), ciblant une population de 1,8 million de personnes, a-t-on également rappelé. Le volume d'eau produit quotidiennement dans la wilaya de Sétif est de plus de 267.000 mètres cubes, selon les services de la wilaya qui ont souligné que 17 communes reçoivent quotidiennement de l'eau potable, tandis que 22 autres sont alimentées un jour sur deux et 21 un jour sur trois.

TIMIMOUN

Nouvelles structures pédagogiques pour la prochaine saison scolaire

De nouvelles structures pédagogiques dans les trois paliers de l'enseignement, susceptibles d'améliorer les conditions de scolarisation, seront réceptionnées, en prévision de l'année scolaire 2024/2025 dans la wilaya de Timimoun, a-t-on appris samedi de la direction locale de l'éducation nationale. Ces projets, dont les travaux sont à 90% d'avancement, concernent quatre groupements scolaires, deux dans la commune de Talmine, et les deux autres au chef lieu de wilaya et dans la commune de Tinerkouk, a indi-

qué le directeur du secteur, Fayçal Remadnia. Outre la livraison, la saison prochaine de 91 classes d'extension dans le cycle primaire et douze (12) cantines, le secteur réceptionnera un lycée de 800/200 places dans la région d'Ajjedir, et épargner ainsi aux élèves le déplacement vers la commune de Cherouine. La réhabilitation des établissements pédagogiques, l'entretien des réseaux divers, le raccordement des structures scolaires au réseau de fibre optique, font partie des travaux réalisés pour améliorer les conditions de scolarisa-

tion, a souligné le même responsable. Lors de l'inspection de projets du secteur, le wali de Timimoun, Benamar Souna, a mis l'accent sur le respect des délais de livraison des projets ainsi que de la qualité des travaux, avant d'instruire les responsables concernés à doter les écoles en moyens de climatisation, à développer le transport scolaire et à servir les repas chauds aux élèves dès le premier jour de la rentrée scolaire.

TISSEMSILT

Projet de réalisation d'un hôpital de 240 lits

Le secteur de la Santé sera consolidé, dans la wilaya de Tissemsilt, par un hôpital d'une capacité de 240 lits, a-t-on appris du directeur local de la Santé et de la Population (DSP), Bahaeddine Fatmi. M. Fatmi a précisé que le futur hôpital, prévu au niveau du chef-lieu de wilaya, a nécessité une allocation budgétaire évaluée à 7 milliards de dinars inscrite à l'indicatif du ministère de tutelle. Le même responsable a ajouté que le chantier de réalisation de cette nouvelle infrastructure de santé a été installé

par l'entreprise publique "Cosider" à laquelle a été confiée la concrétisation du projet pour un délai contractuel de 36 mois. Le futur hôpital disposera de nouvelles spécialités, à l'instar de la médecine nucléaire, outre celles relatives au traitement des pathologies oncologiques, a fait savoir la même source. Le DSP de Tissemsilt a, d'autre part, indiqué que les opérations affectées au profit du secteur de la Santé, inscrites dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le

président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de cette wilaya des Hauts-plateaux du Centre-ouest du pays, ayant nécessité une allocation budgétaire cumulée évaluée à 800 millions de dinars, sont actuellement en voie d'achèvement, en attendant leur réception, avant la fin de cette année. Détaillant ces opérations, le DSP a cité, notamment, celles relatives à l'aménagement de 8 polycliniques, pour une enveloppe financière globale de 150 millions de dinars, dont le taux d'avancement

des travaux est estimé à plus de 40%. Le même responsable a, par ailleurs, fait observer que la dotation en équipements nécessaires au fonctionnement des blocs opératoires des établissements de santé publique de Tissemsilt-ville, Theniet El had et Bordj Bou-nâama, pour une enveloppe financière de 50 millions de dinars, "a été achevée", ajoutant que le secteur a également acquis, dans le même cadre, 30 ambulances pour un montant global de 390 millions de dinars. (APS)

SKIKDA

Réception attendue d'un projet de réhabilitation et d'équipement de 269 écoles primaires

Un projet portant sur la réhabilitation et d'équipement de 269 écoles primaires sera réceptionné dans la wilaya de Skikda "avant la fin du mois d'août en cours", ont indiqué, samedi, les services de la wilaya.

La même source a précisé que les travaux de réhabilitation de ces établissements, répartis sur 38 communes, ont porté sur la réfection de l'étanchéité, des équipements de chauffage et des sanitaires, ainsi que sur la mise en place de mobiliers de classes (tables et

chaises), l'équipement des cantines scolaires et l'aménagement des cours extérieures. Le financement de la réhabilitation et de l'équipement de ces écoles primaires a été pris en charge à hauteur de deux (2) milliards de dinars par la

caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, ont ajouté les services de la wilaya. Cette action d'envergure améliorera notablement les conditions de scolarité des élèves, a-t-on conclu de même source.

Le complexe militaro-industriel est en train de tous nous tuer

Il nous faut parler des conséquences des bombes en temps de guerre. Les bombes déchiquettent les chairs. Les bombes rompent les os. Les bombes démembrant. Les bombes secouent le cerveau, les poumons et d'autres organes si violemment que ceux-ci se mettent à saigner, se disloquent et cessent de fonctionner. Les bombes blessent. Les bombes tuent. Les bombes détruisent. Les bombes enrichissent également les gens.

1^{ère} partie

Lorsqu'une bombe explose, quelqu'un en tire bénéfice. Et lorsque quelqu'un y trouve son profit, les bombes font davantage de victimes invisibles. Chaque dollar dépensé pour une bombe est un dollar qui n'est pas dépensé pour sauver une vie en cas de mort évitable, un dollar qui n'est pas dépensé pour guérir le cancer, un dollar qui n'est pas dépensé pour éduquer les enfants. C'est pourquoi, il y a bien longtemps, Dwight D. Eisenhower, général cinq étoiles à la retraite, et également président du pays a qualifié à juste titre de « braquage » les dépenses affectées aux bombes et à tout ce qui est militaire.

L'auteur de ce braquage est sans doute la force destructrice la plus sous-estimée au monde. Il est à l'affût, sans qu'on le remarque, inhérent à tellement de problèmes cruciaux aux États-Unis et dans le monde d'aujourd'hui. Eisenhower a mis en garde les Américains contre cette force lors de son discours d'adieu en 1961, en le nommant pour la première fois « le complexe militaro-industriel » (CMI).

Commençons par le fait que, grâce à la capacité du complexe militaro-industriel à détourner le budget fédéral, le montant total des dépenses militaires annuelles est bien plus important que ne le croient la plupart des gens : environ 1 500 000 000 000 \$ (1500 milliards de dollars). Contrairement à ce que le CMI veut nous faire croire pour nous faire peur, ce chiffre d'un montant incroyablement disproportionné par rapport aux quelques rares menaces militaires qui pèsent sur les États-Unis. 1500 milliards de dollars, c'est à peu près le double de ce que le Congrès dépense chaque année à toutes fins non militaires confondues.

Il n'est pas exagéré de qualifier ce transfert massif de richesses de « braquage », puisqu'il est détourné de besoins urgents tels enrayer la faim et la crise du logement, offrir la gratuité de l'enseignement supérieur et de la maternelle, mettre en place des soins de santé universels et construire une infrastructure d'énergie verte pour nous protéger du changement climatique. Pratiquement tous les grands problèmes auxquels contribueraient les ressources fédérales pourraient être atténués ou résolus grâce à une partie infime de l'argent réclamé par le MIC. L'argent est là. L'essentiel de l'argent des contribuables est accaparé par un nombre relativement restreint d'entreprises qui tirent profit de la guerre, avec à leur tête les cinq plus grandes sociétés qui exploitent l'industrie de la guerre : Lockheed Martin, Northrop Grumman, Raytheon (RTX), Boeing et General Dynamics. À

mesure que ces entreprises engrangent des bénéfices, le CMI répand une destruction incompréhensible à l'échelle mondiale, enfermant les États-Unis dans des guerres sans fin qui, depuis 2001, ont tué environ 4,5 millions de personnes, blessé des dizaines de millions d'autres et déplacé au moins 38 millions de gens, selon le projet « Costs of War » de l'université Brown. La domination cachée du CMI sur nos vies doit cesser, ce qui signifie que nous devons le démanteler. Cela peut sembler totalement irréaliste, voire illusoire. Ce n'est pas le cas. Et d'ailleurs, nous parlons du démantèlement du CMI pas de l'armée elle-même. (La plupart des militaires font d'ailleurs partie des victimes du CMI).

Si le profit fait depuis longtemps partie de la guerre, le CMI est un phénomène relativement récent, postérieur à la Seconde Guerre mondiale, qui s'est développé grâce à toute une série de choix effectués au fil du temps. Comme d'autres processus, comme d'autres choix, on peut revenir en arrière et le CMI peut être démantelé.

La question est bien sûr de savoir comment.

L'émergence d'un monstre

Pour savoir ce qu'il faudrait faire pour démanteler le CMI, il faut d'abord comprendre comment il est né et à quoi il ressemble aujourd'hui. Compte tenu de sa taille et de sa complexité surprenantes, nous avons créé, avec une équipe de collègues, une série de graphiques pour aider à visualiser le CMI et les dommages qu'il inflige, et nous les partageons publiquement pour la première fois.

Le CMI est né après la Seconde Guerre mondiale, comme l'a expliqué Eisenhower, de la « combinaison d'un immense établissement militaire (le Pentagone, les forces armées, les agences de renseignement et autres) et d'une gigantesque industrie de l'armement ». Ces deux forces, l'armée et l'industrie, ont rejoint le Congrès pour former un « triangle de fer » malsain ou selon certains spécialistes, ce qu'Eisenhower a initialement qualifié du terme plus exact de complexe militaro-industriel-congressionnel. Jusqu'à aujourd'hui, ces trois-là constituent le cœur du CMI, enfermés dans un cycle auto-entretenu de corruption légalisée (qui présente également de trop nombreuses illégalités). Le système de base fonctionne comme suit : Premièrement, le Congrès collecte chaque année des sommes exorbitantes auprès des contribuables pour les donner au Pentagone. Deuxièmement, le Pentagone, sur ordre du Congrès, transfère d'énormes quantités de cet argent

aux fabricants d'armes et à d'autres entreprises par le biais de contrats bien trop lucratifs, leur permettant de réaliser des dizaines de milliards de dollars de bénéfices. Troisièmement, ces entreprises utilisent alors une partie des bénéfices pour des opérations de lobbying auprès du Congrès afin d'obtenir d'autres contrats du Pentagone, que le Congrès est généralement ravi d'accorder, perpétuant ainsi un cycle apparemment sans fin.

Mais le CMI est plus complexe et insidieux que cela. Dans ce qui est de fait un système de corruption légalisée, les dons de campagne contribuent régulièrement à augmenter les budgets du Pentagone et à garantir l'attribution de contrats encore plus lucratifs, souvent au profit d'un petit nombre de contractants dans une circonscription ou dans un État. Ceux-ci défendent leur cause avec l'aide d'une armée virtuelle de plus de 900 lobbyistes demeurant à Washington. Nombre d'entre eux sont d'anciens fonctionnaires du Pentagone, d'anciens membres du Congrès ou d'anciens membres du personnel du Congrès, embauchés par le biais du « pantouflage » qui tirent parti de leur capacité à faire du lobbying auprès d'anciens collègues. Ils font également des dons à des groupes de réflexion et à des centres universitaires désireux de promouvoir l'accroissement des dépenses du Pentagone, des programmes d'armement et une politique étrangère hypermilitarisée. La communication publicitaire constitue un autre moyen d'imposer des programmes d'armement aux élus.

Ces fabricants d'armes répartissent également leur production entre autant de circonscriptions que possible, ce qui permet aux sénateurs et aux représentants du Congrès de se prévaloir des emplois créés. Les emplois dans le complexe militaro industriel créent souvent à leur tour des cycles de dépendance au sein de populations à faibles revenus qui ont peu d'autres moteurs économiques, achetant ainsi leur soutien. De leur côté, les contractants se livrent régulièrement à une escalade légale dans les prix, en surfacturant les contribuables pour toutes sortes d'armes et d'équipements. Parfois, la fraude à laquelle se livrent les contractants revient littéralement à voler l'argent des contribuables. Le Pentagone est la seule agence gouvernementale à n'avoir jamais fait l'objet d'un audit (ce qui signifie qu'il est littéralement impossible de suivre l'évolution de son argent et de ses actifs) et pourtant, le Congrès lui verse plus d'argent qu'à toutes les autres agences gouvernementales réunies. En tant que système, le CMI veille à ce que les dépenses du Pentagone et sa po-

litique militaire soient dictées par la recherche de profits toujours plus élevés pour les entrepreneurs et par les aspirations à la réélection des membres du Congrès, plutôt que par une quelconque réflexion sur la meilleure façon de défendre le pays. Le résultat militaire est sans surprise médiocre, surtout si l'on tient compte de l'argent dépensé. Les Américains devraient prier pour ne jamais avoir à défendre les États-Unis. Aucune autre industrie (pas même les grandes sociétés pharmaceutiques ou pétrolières) ne peut rivaliser avec le pouvoir du CMI pour ce qui est de façonner les politiques nationales et dominer les dépenses. En fait, les dépenses militaires sont aujourd'hui plus importantes (en tenant compte de l'inflation) qu'au plus fort des guerres du Viêt Nam, d'Afghanistan ou d'Irak ou, en fait, qu'à n'importe quel moment depuis la Seconde Guerre mondiale, et ce, en l'absence de menace justifiant de près ou de loin de telles dépenses. Nombreux sont ceux qui réalisent aujourd'hui que le principal bénéficiaire de plus de 22 ans de guerres américaines sans fin au cours de ce siècle a été la branche industrielle du CMI, qui a engrangé des centaines de milliards de dollars depuis 2001. « Qui a gagné en Afghanistan ? Les entrepreneurs privés », titrait le Wall Street Journal en 2021.

Guerres sans fin, mort sans fin, destruction sans fin

Dans ce titre, « Afghanistan » aurait pu être remplacé par Corée, Vietnam ou Irak, pour ne citer que quelques autres guerres américaines qui nous semblent interminables depuis la Seconde Guerre mondiale. Le fait que le CMI ait profité de ces guerres ne relève pas du hasard. En effet celui-ci a permis au pays de s'engager dans des conflits dans des pays comme la Corée, le Viêt Nam, le Cambodge et le Laos, le Salvador, le Guatemala, le Panama et la Grenade, l'Afghanistan, la Libye, la Somalie et bien d'autres encore.

Ces guerres ont fait des dizaines de millions de morts et de blessés. Le nombre de morts estimés des guerres post 11 septembre en Afghanistan, en Irak, au Pakistan, en Syrie et au Yémen est étrangement similaire à celui des guerres au Viêt Nam, au Laos et au Cambodge : 4,5 millions. Les chiffres sont si importants qu'ils pourraient avoir un effet anesthésiant. Le poète irlandais Pádraig Ó Tuama nous aide à garder à l'esprit qu'il faut se concentrer sur l'essentiel :

À suivre

MAURITANIE
La région de
Nouakchott finance 12
projets dans le
domaine climatique

Le Conseil régional de Nouakchott a organisé ce une cérémonie de distribution de subventions financières visant à réaliser 12 projets au profit des jeunes dans le domaine de l'action climatique dans les 3 wilayas de Nouakchott. Ce financement s'inscrit dans la mise en œuvre de la vision stratégique de la région de Nouakchott qui vise la création d'opportunités d'emploi pour soutenir les jeunes talents qui se sont fait distinguer dans divers domaines en vue de leur insertion dans la vie active. Dans son intervention, la présidente du conseil régional de Nouakchott, Mme Fatimetou Mintt Abdel Malek, a indiqué que la région met en œuvre de nombreux programmes et activités pour répondre aux défis auxquels font face les jeunes conformément à la priorité que leur accorde le Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Elle a précisé que la région a lancé des projets de formation professionnelle dans des filières prometteuses, organisé des activités culturelles et sportives, soutenue des associations et des initiatives de jeunesse, en plus de l'attention accordée à la recherche scientifique et la création d'opportunités d'emplois directs et indirects.

A 32 MILLIARDS
D'EUROS
Dubai veut construire
le plus grand aéroport
du monde

D'ici à 2033, l'aéroport Al-Maktoum de Dubai doit être agrandi pour devenir le premier au monde et accueillir à terme 260 millions de passagers par an. Vue d'artiste de l'aéroport Al-Maktoum, à Dubai. L'émirat a signé un chèque de 32 milliards d'euros pour multiplier par cinq la surface du hub actuel. A la clé : 5 pistes et 400 terminaux. Vue d'artiste de l'aéroport Al-Maktoum, à Dubai. L'émirat a signé un chèque de 32 milliards d'euros pour multiplier par cinq la surface du hub actuel. A la clé : 5 pistes et 400 terminaux. Chaque année depuis 1944, toutes les compagnies aériennes se réunissent pour l'assemblée générale de leur association, Iata. Le 2 juin, c'était au tour d'Emirates de recevoir ses homologues à Dubai. L'occasion d'afficher sa toute-puissance. En mai, la plus grosse compagnie de la planète a publié le meilleur résultat d'exploitation de son histoire (5 milliards d'euros), conséquence directe de l'essor de la mégapole : au fil des ans, l'aéroport international de Dubai (DXB) est devenu le premier hub mondial en nombre de passagers internationaux transportés (87 millions en 2023).

MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT EN TUNISIE
Rattraper les erreurs
de diagnostic

Depuis plus d'une décennie, les diagnostics et les solutions proposées pour revoir le modèle de développement en Tunisie ont abondé à tire-larigot. Economistes tunisiens et internationaux se sont accordés à dire que l'ancien modèle économique a atteint ses limites. Dressant leur diagnostic, ces experts ont fait état d'inégalités régionales qui perdurent, d'une inflation très élevée et d'un rythme d'endettement accéléré.



Aujourd'hui, même si la croissance économique tunisienne montre des signes de redressement après une période de stagnation si l'on se fie aux données officielles, des dysfonctionnements conjoncturels persistent. Si le PIB a enregistré une croissance de 2,5 % au premier semestre de 2024, contre 1,8 % sur la même période en 2023, l'inflation reste une préoccupation majeure. Elle est de 7,2 % en ce milieu de 2024. Les pressions inflationnistes sont principalement dues à l'augmentation des prix des produits alimentaires et de l'énergie. La Banque centrale de Tunisie peine quant à elle à contenir l'inflation par une politique monétaire restrictive.

Le taux de chômage reste élevé, bien qu'il ait légèrement diminué, soit 15,8 % en juin dernier contre 16,3 % en décembre 2023. La balance commerciale tunisienne souffre encore d'un déficit significatif estimé à 3,5 milliards de dinars. Les exportations ont toutefois augmenté de 5 %, grâce à la demande accrue des marchés européens. Les importations ont aussi augmenté de 4 %, à cause de la hausse des prix des matières premières. Cet état des lieux montre à lui seul à quel point les économistes et les instances internationales ont pu prêter la main à des erreurs de diagnostic aussi effarantes. En recommandant d'améliorer l'accès au financement pour les jeunes entreprises, l'as-

sainissement du climat des affaires et le renforcement de la gouvernance, les économistes du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque mondiale, de la Banque centrale européenne et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde) ont promu des choix économiques, sociaux et politiques toujours conformes aux intérêts du capital. Car la Tunisie d'aujourd'hui a plutôt besoin d'une vraie pensée économique à la fois réaliste, cohérente et ambitieuse. Les discours politiques creux et les diagnostics simplistes et réducteurs ne font qu'accélérer le naufrage du paquebot, en convient l'économiste tunisien, Karim Ben Kahla.

Le modèle de développement,
une question complexe

Croire que les économistes peuvent à eux seuls trouver des solutions à la problématique du développement est réducteur, pense l'universitaire. « Nous avons tendance à réduire la question du développement à des aspects économiques et de là à une question de croissance. Même quand il s'agit de croissance, il y a non seulement un problème de crise économique mais aussi un problème de pensée économique », note l'économiste. Pour lui, ce que l'administration tunisienne et bon nombre d'économistes proposent comme discours économique semble dater d'une autre époque.

ÉGYPTE

Menace sur les finances publiques

Dans un contexte de hausse des tensions géopolitiques régionales, la crise économique continue de s'aggraver en Égypte et menace maintenant les finances publiques. En l'absence d'un accord avec le FMI, la crise de balance des paiements persiste et reporte d'autant les ajustements nécessaires. En entraînant la dépréciation du taux de change et une forte hausse des taux d'intérêt, cette crise a fait bondir la charge d'intérêts de la dette du gouvernement à un niveau qui pourrait devenir rapidement insoutenable. En effet elle pourrait atteindre 70% de ses revenus cette année et rester très élevée l'année prochaine. Alors que la conclusion d'un accord avec le FMI devrait pouvoir résoudre la crise de balance des paiements, tout au moins à court terme, le scénario d'une restructuration de la dette domestique du gouvernement devient de plus en plus vraisemblable. L'activité économique a fortement ralenti depuis 2022. Le PIB réel a augmenté de 3,8% au cours de l'année budgétaire (AB) 2023 (contre 6,6% en 2022), et il n'a progressé que de 2,7%

en g.a. au T1 2024 (AB), poursuivant un repli initié au T1 2023 (AB). La crise de balance des paiements et ses conséquences sur la disponibilité et le coût de la devise ainsi que sur l'inflation, sont les principaux éléments à l'origine de ce ralentissement. A court terme, la résurgence du risque géopolitique dans la région devrait renforcer cette tendance négative. La récente forte détérioration de la sécurité du transport maritime en mer Rouge a réduit la fréquentation du Canal du Suez (environ 2% du PIB) de plus de 40% depuis le début de cette année. Par ailleurs, cet environnement politique régional dégradé pourrait avoir des conséquences négatives sur la fréquentation touristique. Du côté du secteur énergétique, la production gazière a enregistré une deuxième année de baisse en 2023 (-11%). Cette réduction de la production devrait se poursuivre en 2024. Plus généralement, le niveau élevé de l'inflation et des taux d'intérêt, ainsi que les incertitudes pesant sur le taux de change à court terme continueront de freiner la consommation des mé-

nages et l'investissement des entreprises. Au total, nous prévoyons une progression de 3% du PIB réel en 2024 (AB). La possibilité d'un rebond l'année prochaine reste avant tout conditionné au risque géopolitique dans la région, et surtout à l'amorce d'une stabilisation de la situation macroéconomique sous l'égide du FMI. A ce stade, la visibilité sur chacun de ces deux facteurs est très réduite. Le repli de l'inflation (en rythme annuel) amorcé depuis septembre dernier ne devrait pas se poursuivre cette année. En décembre 2023, les prix ont progressé de 34% en g.a après un plus haut de 38% en septembre. Cependant une série de hausses des prix (électricité, transport urbain, internet) entre en vigueur au début de cette année et va alimenter la hausse des prix des services. Par ailleurs, il est très probable qu'un accord avec le FMI se traduira par un important réajustement à la baisse du taux de change, et donc par des pressions inflationnistes supplémentaires. En moyenne, l'inflation devrait atteindre 32% en 2024 (AB) avant de se replier autour de 20% en 2025 (AB).

MINES

Le Cameroun signe une convention minière pour la bauxite de Minim Martap

Avec un secteur minier représentant à peine 1 % du PIB, le Cameroun fonde beaucoup d’espoirs sur le projet Minim Martap. Piloté par l’australien Canyon Resources, ce gisement peut livrer 6,4 millions de tonnes de bauxite par an sur 20 ans, et contribuer à développer l’industrie locale de l’aluminium.

Au Cameroun, l’État et la filiale locale de Canyon Resources ont signé mardi 30 juillet à Yaoundé une convention minière en vue de l’exploitation de la bauxite de Minim Martap. C’est l’annonce faite le 31 juillet par la compagnie australienne qui précise que ce partenariat étendu sur 20 ans au moins lui permet d’avancer vers l’obtention d’un permis minier. Selon les termes clés de la convention, l’État a droit à une participation gratuite de 10 % dans le projet Minim Martap ainsi qu’à 5 % de la production minière, selon un accord de partage de la production. À cela s’ajoute la redevance minière, qui correspond à 5 % de la valeur commerciale de la production, selon le code minier actuel. Canyon versera par ailleurs 1 % de la valeur commerciale de la production an-

nuelle de la future mine au Fonds de développement du secteur minier, et s’acquittera d’une contribution annuelle de 7,06 milliards FCFA (11,66 millions \$) au Fonds de restauration, de réhabilitation et de fermeture des sites miniers et des carrières. Notons enfin que la convention minière prévoit que Canyon transforme localement 30 % de sa production annuelle de bauxite en alumine, afin d’approvisionner le marché camerounais. Dans un délai de deux ans après l’octroi du permis d’exploitation minière, la compagnie devra donc soumettre un rapport sur l’étude de faisabilité pour la construction d’une raffinerie. Avec la convention minière, il faut souligner que Canyon a franchi un pas important vers l’exploitation du gisement. D’autres défis restent néanmoins à sur-

monter, comme la signature d’accords d’écoulement de la future production, ainsi que les discussions sur le transport du minerai depuis le site jusqu’au port de Douala, identifié pour servir de port d’exportation de la production vers les marchés internationaux. « Il reste encore beaucoup à faire pour faire avancer le projet, notamment pour trouver les fonds nécessaires à son développement et pour régler les questions en suspens concernant l’accès au port et au chemin de fer », rappelle donc Jean-Sébastien Boutet, DG de Canyon. Pour rappel, une étude de faisabilité bancable publiée en juin 2022 a estimé que Minim Martap peut livrer annuellement 6,4 millions de tonnes de bauxite à haute teneur sur une durée de vie initiale de 20 ans.

134 millions \$ en prêt de la BID pour l’interconnexion électrique avec le Tchad

La réalisation du PIRECT devrait améliorer la desserte en énergie électrique, indispensable pour le développement de régions qui manquent encore souvent d’infrastructures de base en matière de services publics et sociaux. Le Cameroun a signé il y a quelques semaines un accord de prêt d’environ 80,5 milliards FCFA (134 millions USD) avec la Banque islamique de développement pour financer l’interconnexion de son réseau élec-

trique à celui du Tchad (PI-RECT). Cet financement de la BID « servira à la construction de 4 postes de transformation électriques haute tension » affirme le ministre de l’Économie, de la Planification et de l’Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey. L’accord fait suite à un financement de 178 milliards de FCFA (296 millions USD) débloqué par la Banque mondiale en décembre 2023. Le projet, dont le coût global est de 557,5 milliards FCFA (928 millions USD), est également

appuyé par la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 169,2 milliards FCFA, l’Union européenne à hauteur de 19,7 milliards FCFA, ainsi que les 2 pays concernés, dont 56,2 milliards FCFA pourvus par le Cameroun. Le PIRECT a pour objectif de renforcer les infrastructures énergétiques du Tchad et du Cameroun, de faciliter leur intégration dans le cadre du Pool énergétique de l’Afrique centrale (PEAC). Prévu pour

s’achever en 2027, il permettra au Cameroun de devenir exportateur de courant électrique, avec une fourniture prévisionnelle de 100 mégawatts au Tchad, informe Investir au Cameroun. Il facilitera en outre la construction de 566 km de lignes de 225 kV, et de 2 postes de transformation supplémentaires au Cameroun. Ces infrastructures doivent desservir 409 localités dans les régions septentrionales de l’Adamaoua, de l’Extrême-Nord et du Nord.

POUR DES ENTREPRISES VERTES D’AFRIQUE

Le fonds Clear lève 200 millions \$

Le véhicule vise une taille de 400 millions \$ pour son dernier closing. Il prévoit de tirer profit du marché en croissance des énergies renouvelables en Afrique subsaharienne. Helios Climate, Energy, Adaptation and Resilience Fund (Clear), un fonds climatique axé sur l’Afrique et géré par Helios Investment Partners, a levé 200 millions \$ dans le cadre d’un premier closing. L’annonce a été faite le mercredi 31 juillet 2024. Ce capital sera investi avec effet immédiat dans des entreprises africaines de taille moyenne, axées sur l’atténuation et l’adaptation au changement climatique. Le fonds se concentrera sur cinq domaines clés (les solutions énergétiques vertes, l’agriculture et l’alimentation respectueuses du climat, la mobilité et la logistique vertes, le recyclage et l’efficacité des ressources, les facilitations climatiques numériques et financières) avec l’ambition de soutenir des champions africains du climat. Visant une taille cible de 400 millions \$, Clear entend tirer profit du marché en croissance des énergies renouvelables en Afrique subsaharienne. Selon une étude du 26 juillet 2024 publiée par la plateforme Mobilist, les investissements cumulés dans les énergies renouvelables en Afrique subsaharienne depuis 2010 n’ont atteint que 37 milliards \$, soit environ 12 à 15 % du financement total nécessaire à la transition énergétique du continent. Or, sur la période 2023-2031, les énergies renouvelables en Afrique représenteront une opportunité d’investissement potentiel de 193 milliards \$, selon la plateforme. Le fonds est soutenu par 8 institutions de premier plan, dont British International Investment, la Banque européenne d’investissement (BEI), la Banque néerlandaise de développement (FMO), le fonds d’investissement suisse pour les marchés émergents.

GHANA

La Komenda Sugar Factory va être gérée par l’indien West Africa Agro

Le Ghana est un importateur net de sucre. Alors que la production locale est déficitaire, le gouvernement établit de nouveaux partenariats avec des opérateurs privés dans l’optique d’améliorer la productivité du secteur. Au Ghana, le gouvernement est sur le point de finaliser un accord avec le groupe agroalimentaire indien West Africa Agro Limited pour assurer une meilleure gestion de la Komenda su-

gar factory. C’est ce qu’a révélé Kobina Tahir Hammond, ministre du Commerce et de l’Industrie. Cet accord porte sur l’octroi d’un bail d’une durée de 15 à 20 ans au profit du groupe indien. « Nous louons nos actifs à la société qui va travailler sur le site de l’usine et nous payer en contrepartie. Le contrat garanti qu’après une période d’exploitation de 3 ans, suffisamment de canne à sucre aura été cultivée sur plus de 31 000

hectares de terres disponibles dans différentes zones de production pour assurer l’approvisionnement de l’usine en matière première » explique M. Hammond. D’après lui, le gouvernement a injecté 45 millions de cedis (2,9 millions USD) pour la rénovation de la KSF qui est restée inactive depuis sa mise en service en 2016, notamment en raison d’un approvisionnement insuffisant en canne à sucre. Il faut rappeler que l’usine est dotée

d’une capacité journalière de broyage de canne de 1 250 tonnes. En attendant le développement des nouvelles plantations, il est prévu que West Africa Agro Limited importe du sucre brut qui sera raffiné en vue de satisfaire la demande sur le marché local. Selon les données de la FAO, le Ghana a importé près de 340 000 tonnes de sucre raffiné pour plus de 178 millions USD en 2022, pour combler son déficit de production.

PROCHE DE SON RECORD

L’or surfe sur la baisse des taux

Le cours du métal jaune a dépassé toutes les attentes ces dernières semaines, flirtant à nouveau avec son plus haut historique (2.483 dollars l'once). Dans le même temps, la demande physique ralentit dans les deux pays, locomotives de l'achat d'or. 2.446 dollars l'once, l'or se rapproche de son record atteint mi-juillet 2024.

Le climat d'incertitudes est porteur pour l'once d'or. Le métal jaune flirte encore ce début août avec de nouveaux records, porté par une potentielle aggravation du conflit entre Israël et ses voisins, mais aussi par les perspectives incertaines de la croissance américaine qui risque d'inverser la politique monétaire américaine. Valeur refuge par excellence quand le brouillard persiste, l'once d'or se négociait ce vendredi à 2.446 dollars l'once, proche de son dernier record.

Mi-mai, le métal jaune avait, en effet, atteint un plus haut historique à plus de 2.450 dollars l'once, un sommet encore battu plus tard , à la mi-juillet. À 2.483,73 dollar l'once, le métal précieux avait alors atteint son record absolu, « soutenu par les anticipations de baisses des taux d'intérêt » de la Réserve fédérale (Fed) en septembre, rappelle Cars-ten Fritsch, analyste chez Commerzbank.

Ainsi, jeudi, la Banque d'Angleterre a abaissé son principal taux directeur d'un quart de point de pourcentage à 5%, soit la première baisse depuis mars 2020 et la pandémie de Covid-19, convaincue par le retour de l'inflation vers sa cible.

Prochaine baisse des taux de la Fed

La veille, la banque centrale américaine a toutefois encore maintenu ses taux d'intérêt à leur plus haut niveau depuis 20 ans, dans la fourchette de 5,25 à 5,50%. Mais elle a ouvert la voie à une baisse en septembre. De fait, les mauvais chiffres macro-économiques de la première

puissance mondiale, dont l'emploi, viennent confirmer l'hypothèse d'une première prochaine baisse des taux de la Réserve Fédérale.

Or des taux d'intérêt plus faibles impliquent de moindres rendements du dollar et des obligations d'Etat, actifs concurrents de l'or, qui gagnent donc en attractivité. Déjà, le rendement des obligations américaines à 10 ans est tombé à 3,81% ces derniers jours, tandis qu'il se maintenait autour des 5% il y a encore quelques mois.

L'autre phénomène qui vient doper le cours est l'achat des banques centrales du précieux métal : « L'or s'est redressé ces derniers mois en raison de la forte demande des banques centrales, alors même que les ETF aurifères mondiaux ont enregistré des sorties de capitaux. Les avoirs des ETF aurifères sont tombés à 3.079 tonnes en avril, le niveau le plus bas depuis février 2020 », note aussi le cabinet d'études Kaiko, preuve que l'actif pur repasse devant son produit dérivé.

Le mouvement se renforce même selon les pays. « Les banques centrales des BRICS poursuivent leur posture de se distancier du dollar en tant que réserve de change. L'or rentre aujourd'hui totalement dans cette stratégie et occupe à l'échelle mondiale la deuxième place comme réserve de change des banques centrales », observe Jean-François Faure, fondateur et président du groupe Au-COFFRE, une plateforme d'achat-vente.

Enfin, l'élection américaine vient aussi peser sur les comportements des investisseurs. « Les impondérables de l'élection de Trump sont aujourd'hui

reconnus comme une vraie motivation à acheter de l'or d'ici à la fin de l'année pour contrer d'éventuels chocs en 2025 (...) Si les Etats-Unis se désintéressent des sujets géopolitiques (Taïwan, Ukraine, Proche-Orient), ou prennent leur distance, nul doute que l'or prendra de la valeur : », assure-t-il à La Tribune.

Hausse du cours... mais baisse de la demande

Pourtant, dans le même temps, face aux ralentissements des économies développées, dont la Chine et l'Inde, la demande pour l'or ralentit. D'avril à juin, elle a reculé de 6% sur un an, à 929 tonnes. Il s'agit du deuxième trimestre le plus faible pour la demande de bijoux depuis 2020 lorsqu'elle avait subi de plein fouet la pandémie de Covid-19 avec de nombreuses cérémonies annulées ou repor-

tées.

Cette baisse des volumes n'est pas totalement compensée par les prix plus chers de l'or, notent les experts. Au contraire, le secteur de la bijouterie, plus gros segment de la demande mondiale d'or, a fortement pâti des records de prix du métal précieux au deuxième trimestre, retombant à des niveaux d'achats qui n'avaient plus été observés depuis la pandémie de Covid-19. Les achats de bijoux ont ainsi chuté de 19% sur un an, à 390,6 tonnes, d'après le rapport trimestriel de l'organisation. En particulier sur la demande de bijoux indienne qui s'est effondrée de 17% en glissement annuel.

« Les prix élevés (de l'or) ont eu un impact (négatif, ndlr) sur la demande » en bijoux, qui leur est fortement corrélée, précise Krishan Gopaul, analyste pour le Conseil mondial de l'or (CMO), interrogé par l'AFP.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Août 2024 Valeur : 05 Août 2024						
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE	
1	USD	US DOLLAR		134.5079	134.5229	
1	EUR	EURO		145.3089	145.3385	
1	GBP	POUND STERLING		172.0710	172.0902	
100	JPY	JAPANESE YEN		89.5883	89.6043	
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5731	18.5764	
1	CHF	SWISS FRANC		153.3553	153.3899	
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.3073	97.3252	
1	DKK	DANISH KRONE		19.4730	19.4760	
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5648	12.5688	
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3523	12.3570	
1	AED	UAE DIRHAM		36.6187	36.6268	
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8487	35.8546	
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.9997	440.1927	
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0647	43.4975	
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5708	13.5723	
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4786	27.6194	
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3873	3.3979	
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.6869	178.6869	

JAPON

La Bourse de Tokyo enregistre l’un des pires reculs de son histoire

La Bourse de Tokyo a chuté de plus de 5,8% ce vendredi, sa deuxième plus forte baisse de toute son histoire. Les indicateurs moroses de l'économie américaine, ainsi qu'un changement de politique monétaire de la Banque centrale du Japon sont les principales causes de cette chute.

Mauvaise passe pour la Bourse de Tokyo qui clôture la semaine sur une baisse vertigineuse ce vendredi. L'indice vedette Nikkei a dégringolé de 5,81% à 35.909,70 points, soit le deuxième plus fort recul en points sur une

séance de son histoire, le premier remontant à 1987. Il avait déjà reculé de 2,49% jeudi. Pourtant, début juillet, le Nikkei avait atteint de nouveaux sommets à 41.831 points, porté par les valeurs technologiques mais également par la frilosité des investisseurs vis-à-vis des actions chinoises.

De son côté, l'indice élargi Topix a sombré de 6,14% à 2.537,60 points, au lendemain d'une perte de 3,24%. L'une de ses plus fortes baisses depuis 2016. Hong Kong a abandonné 2,08% et Shenzhen 1,38%.

APRÈS DES INDICATEURS AMÉRICAINS INQUIÉTANTS

Wall Street chute

La Bourse de New York, qui avait commencé la première séance du mois dans le vert, a chuté à la suite d'indicateurs américains qui suscitent de l'inquiétude sur les perspectives de la première économie mondiale.

L'indice Dow Jones a lâché 1,21 %, signant sa pire séance depuis mai, le Nasdaq, dominé par la technologie, a reculé de 2,30 % et le S&P 500 de 1,37 %, selon des résultats provisoires.

Les marchés avaient ouvert en hausse, portés notamment par les résultats encourageants de Meta Platforms. Wall Street s'est toutefois inscrit en territoire négatif après la

publication de l'indicateur d'activité ISM manufacturier, qui a montré un affaiblissement important des recrutements dans le secteur secondaire.

Le département du Travail a par ailleurs annoncé que les inscriptions au chômage avaient augmenté aux Etats-Unis lors de la semaine au 27 juillet, à 249.000 contre 235.000 la semaine précédente. Les investisseurs attendent désormais la publication vendredi du rapport mensuel sur l'emploi américain, un élément essentiel pour la trajectoire des taux.

Ce phénomène confirme ainsi que l'indice subit une correction après les inquiétudes

croissantes concernant les valorisations des géants technologique dans une économie affaiblie.

L'indice de volatilité CBOE, également connu sous le nom de "jauge de la peur" à Wall Street, a dépassé son niveau moyen à long terme de 20 points pour toucher 29,66, son plus haut niveau depuis mars 2023.

L'indice de référence S&P et le Dow Jones ont tous deux subi leur plus forte baisse en deux jours depuis près de deux ans. L'indice Russell 2000 des petite capitalisation a chuté pour atteindre un plus bas de près d'un mois et a connu sa plus forte baisse sur deux jours depuis juin 2022. Celui des semi-

conducteurs Philadelphia SE Semiconductor Index a touché un plus bas de trois mois après avoir enregistré sa plus forte baisse en deux jours depuis mars 2020.

Sur les 11 principaux indices sous-sectoriels du S&P 500, seuls les biens de consommation de base ont progressé. Celui de la consommation discrétionnaire est en tête des baisses, Amazon ayant pesé.

Parmi les valeurs qui terminent dans le vert, Apple a progressé (+0,69%) après avoir enregistré des ventes d'iPhone supérieures aux prévisions au troisième trimestre et prévu d'autres gains, en misant sur l'IA.

ZONE EURO

Une économie à deux vitesses

L'activité en zone euro devrait progressivement se renforcer au cours de l'année 2024, portée par l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages et la baisse des taux d'intérêt. Le secteur industriel en zone euro fait toutefois face à des problèmes structurels importants, que la baisse des taux directeurs de la BCE n'endigera pas (ou peu).



La montée en puissance du fonds de relance européen permettrait théoriquement aux pays du sud de la zone euro, qui en sont les principaux bénéficiaires, de surperformer à nouveau en 2024. Néanmoins, à ce stade, ses effets ont été relativement limités et les problèmes d'implémentation – mis en évidence dans un rapport récent de la Commission européenne – ne se dissiperont pas totalement cette année. Les risques baissiers sur la

croissance de la zone euro se concentrent sur le secteur industriel, dont la baisse de l'activité n'a montré aucun signe de stabilisation cet hiver. La production industrielle a largement reculé en janvier pour atteindre son plus bas niveau en trois ans et demi tandis que les indices PMI pour le secteur se maintenaient nettement en zone de contraction (45,7 en mars). Le sous-indice sur l'emploi est retombé en mars à son plus bas niveau depuis août 2020, ce qui

laisse craindre un retournement plus important des dynamiques de recrutement dans ce secteur. Avant de redresser l'emploi industriel en zone euro, il faudrait déjà endiguer sa baisse, ce qui n'est pas encore le cas : l'emploi manufacturier a plafonné aux deuxième et troisième trimestres 2023, avant de reculer de 0,1% t/t au dernier trimestre. La part de l'emploi manufacturier en zone euro a ainsi atteint son plus bas niveau historique, à 12,8% au dernier trimestre.

Croissance et inflation

Les créations de poste sont toutefois restées dynamiques dans un certain nombre de secteurs des services (information et communication, commerce, hôtellerie-restauration, fonction publique) ainsi que dans la construction. Les tensions sur le marché du travail devraient rester élevées en 2024, en témoigne le taux d'emplois vacants en zone euro qui, bien qu'en baisse à 2,8% au T4 2023, se maintenait encore à un niveau nettement supérieur à l'ère pré-Covid.

ESPAGNE

Nouvelles prévisions macroéconomiques et budgétaires du gouvernement

Le 16 juillet, le gouvernement espagnol a mis à jour ses prévisions macroéconomiques. Par rapport aux précédentes datant d'avril, l'exécutif a notamment revu à la hausse ses prévisions pour 2024 (+2,4%, soit +0,4 pp) et 2025 (+2,2%, soit +0,3 pp). En 2026 et 2027, la croissance devrait atteindre 2,0% chaque année.

Selon le gouvernement, les moteurs de la croissance espagnole seraient l'investissement et la consommation privée. Le 1er devrait bénéficier d'une accélération d'ici 2026, particulièrement pour les biens d'équipement, grâce au soutien des fonds du plan de relance et de résilience. Quant à la consommation des ménages, elle devrait être soutenue

par la croissance de la population active, de l'emploi et des gains de productivité qui permettront des gains de pouvoir d'achat des salariés. Par ailleurs, l'exécutif a également adopté une trajectoire de finances publiques à trois ans qui a toutefois été rejetée par le Congrès des députés le 23 juillet. Son adoption et vote par le parle-

ment est une exigence de la loi organique de stabilité budgétaire et soutenabilité financière une fois la clause de sauvegarde désactivée et sert de base pour la préparation d'un budget à l'automne. Le gouvernement dispose d'un mois pour présenter une nouvelle trajectoire, en amont de la présentation du budget attendue pour fin septembre.

BAROMÈTRE DE L'INFLATION

L'inflation reste sur un plateau

La désinflation sur les biens alimentaires et les biens manufacturés se poursuit, dans son ensemble, tandis que la déflation sur les prix de l'énergie s'est – à l'exception du Royaume-Uni – largement atténuée. Hormis au Japon, les indicateurs de pression sur les prix (côté offre) ont rebondi ces derniers mois (page 19) et la progression des salaires dépasse celle de l'inflation dans l'ensemble des zones couvertes. Aux États-Unis, l'inflation mesurée par l'IPC a légèrement reflué, passant de 3,5% en glissement annuel en mars à 3,4% en avril, tandis que l'inflation sous-jacente est passée de 3,8% à 3,6%. Une déflation plus importante sur les véhicules d'occasion (de -2,2% en mars à -6,9%) est le principal facteur de cette baisse. L'inflation dans les services est, en revanche, restée stable à 5,3%.

Ce chiffre masque toutefois des dynamiques contrastées puisque la composante « logement » décélère, certes lentement, mais de manière continue depuis un an (+ 5,5% a/a en avril), tandis que l'inflation dans les services « hors logement » (+4,9% en g.a. en avril) a réaccélééré depuis septembre 2023. Le mois d'avril a marqué une nouvelle baisse de l'inflation sous-jacente en zone euro, qui est passée de 2,9% à 2,7%. Cela conforte les attentes d'une première baisse des taux directeurs de la part de la BCE en juin. Cette dernière prendra également bonne note du repli des mesures alternatives d'inflation : deux nouvelles mesures (médiane pondérée, moyenne ajustée à 10%) sont repassées sous les 3% en mars. La Belgique connaît néanmoins un rebond assez net de l'inflation (4,9% en avril contre une déflation de 1,7% en octobre 2023).

Au Royaume-Uni, l'inflation totale est restée stable à 3,8% en mars. La déflation sur l'énergie s'est atténuée mais elle reste importante (de -13,8% à -12,7%) et l'inflation sous-jacente a sensiblement ralenti (4,5% à 4,2%). La phase d'atterrissage vers la cible des 2% se heurtera toutefois à une croissance des salaires de base soutenue et en légère progression en mars à 6,2% (contre 5,9% en février). Par ailleurs, les tensions sur le marché immobilier s'amplifient. L'indice des loyers effectifs (actual rent) a franchi un nouveau cap en mars, avec une progression en glissement annuel supérieure à 7%, une première en trente ans. L'indice des loyers équivalent des propriétaires (owner-equivalent rent) suit une trajectoire similaire, tout en affichant néanmoins une progression inférieure (6,3% a/a). Cela explique l'augmentation impor-

tante de la part des composantes de l'IPC affichant une hausse supérieure à 6% . Au Japon, l'inflation sous-jacente (hors « alimentaire périssable » et « énergie ») est repassée sous la barre des 3% en mars pour la première fois depuis novembre 2022. À 2,0%, l'inflation dans les services est restée stable mais le 3m/3m annualisé est retombé à 0%, soit le chiffre le plus bas en deux ans. Cela dit, le point mort d'inflation (page 25) est reparti à la hausse, après un repli en fin d'année dernière. Malgré une poussée notable des salaires (page 27), la demande intérieure reste très fragile et contribue à limiter la dynamique d'inflation. Selon les résultats préliminaires, le PIB japonais s'est en effet replié de 0,5% t/t au T1, tirée vers le bas par la consommation des ménages (-0,7% t/t).

INFLATION

Le Portugal annonce 2,4 milliards d'euros d'aides pour les ménages

Le gouvernement portugais a dévoilé en début de semaine un train de mesures pour aider les ménages à faire face à l'inflation, à hauteur de 2,4 milliards d'euros, qui passeront notamment par une baisse des impôts sur l'énergie. Le gouvernement portugais a dévoilé lundi un train de mesures pour aider les ménages à faire face à l'inflation, à hauteur de 2,4 milliards d'euros, qui passeront notamment par une baisse des impôts sur l'énergie. L'exécutif socialiste prévoit également une aide directe aux familles et une augmentation extraordinaire des pensions de retraite, a précisé le Premier ministre Antonio Costa lors d'une conférence de presse. Ce programme de huit mesures baptisé "les familles d'abord" a été chiffré à 2,4 milliards d'euros (soit environ 1% du PIB du pays) et vient s'ajouter au montant de 1,6 milliard d'aides déjà déboursés jusqu'à septembre. "Cela fait trente ans que nous n'avions pas vu une augmentation du coût de la vie aussi nette et soudaine", a fait valoir M. Costa, tout en préconisant "beaucoup de prudence pour ne pas nourrir une spirale inflationniste".

Toyota reste N°1 mondial et affiche une santé insolente



Toyota a publié ses résultats pour le premier trimestre 2024, affichant une augmentation de 17 % de son résultat opérationnel. Mais la production et les ventes ont baissé.

On attendait le 1er août 2024 avec impatience, jour prévu par Toyota pour annoncer ses chiffres de ventes. Plus précisément ceux du premier trimestre. Et là où de nombreux constructeurs ont affiché des baisses, le numéro un de l'automobile affiche une santé de fer avec un résultat opérationnel record, en hausse de 16,7 % à 1308,5 milliards de yens. Du côté des bénéfices, c'est aussi la bonne nouvelle puisqu'ils augmentent de 1,7 % sur un an, à 1 333,3 milliards de yens, l'équivalent actuel de 8,2 milliards d'euros.

Pourtant à l'annonce des résultats, les actions de Toyota ont diminué, car ces chiffres traduisent la croissance la plus faible depuis sept trimestres. Suffisant pour décevoir les investisseurs. D'autant que Toyota préfère malgré tout conserver des prévisions annuelles en baisse sur l'exercice 2024.

Des prévisions à la baisse

Les prévisions de Toyota sont en effet d'une baisse de 27,8 % du bénéfice net sur un an, et de 19,7 % pour le bénéfice opérationnel. Le tout pour un chiffre d'affaire affichant malgré tout une petite hausse de 2 %. Il faut dire que les affaires ne vont pas pour le mieux en interne, alors que le groupe enchaîne les scandales. Nous en parlions en cette toute fin juillet 2024 avec sept nouveaux modèles incriminés, mais Toyota fait face à des irrégularités dans ses tests d'homologation, notamment en ce qui concerne la sécurité. Des tests frauduleux qui diffèrent des méthodes propres aux normes gouvernementales qui font que le géant est dans le viseur des autorités nipponnes. Ces dernières ont d'ailleurs remis ce 31 juillet un ordre de rectification exhortant le groupe automobile à rapidement modifier ses méthodes de fonctionnement.

Ventes en baisse, bénéfices en hausse

Alors que ces scandales ont un impact directement sur la production, certains modèles ayant dû être arrêtés, les ventes mondiales de Toyota ont baissé de 3,2 %. Ce qui ne veut pas dire que le chiffre d'affaires n'a pas progressé dans le même temps, de 12,2 %. Alors comment expliquer que cette baisse des ventes ne soit pas suivie par une perte de bénéfices ?

Toyota, dans un communiqué, a expliqué que "les bénéfices ont augmenté grâce aux effets de taux de change et aux efforts de réduction des coûts". Par ailleurs si les scandales ont tendance à écorner l'image de Toyota, pourtant particulièrement reconnu pour sa fiabilité, le constructeur compte encore beaucoup sur l'hybridation. Quand le tout électrique progressait, ça ressemblait à une erreur. Mais alors que les ventes d'électrique progressent beaucoup moins vite, celles des hybrides repartent de plus belle, représentant 30 % des parts de marché en Europe l'an dernier.

Et si la plus belle des Porsche n'en était pas une ?

MP Gemballa annonce les livraisons de ses premières Marsien, une Porsche 911 complètement préparée, notamment pour le tout-chemin. De quoi faire pâlir la 911 Dakar !



Avec la présentation de la Porsche 911 Dakar en 2022, on avait presque oublié que ce n'est pas Porsche qui le premier a repris le créneau de la sportive surélevée. On ne parle pas ici de la Lamborghini Huracan Sterrato, mais bien de la "neuf elf", mais passée entre les mains expertes de MP Gemballa. Bien que de la même famille que celle de

ler un peu partout. Et si la plus belle des Porsche n'en était pas officiellement une ?

Personnalisation à l'extrême

Si l'on reparle de la Marsien (oui, la prononciation est volontairement proche du mot français "martien"), c'est que la voiture arrive officiellement sur les routes.



Uwe Gemballa, le préparateur, Marc Philippe (MP) est son fils, mais ne veut surtout pas être associé à son père. Et se définit d'ailleurs comme un constructeur. Justement, sa première réalisation est la Marsien. Une base de Porsche 911 Type 992 Turbo S. Une carrosserie entièrement redessinée. Et un look qui évoque volontairement la mythique 959. Le tout posé sur des suspensions qui peuvent être rehaussée électroniquement (garde au sol jusqu'à 25 cm) lui permettant théoriquement d'al-

Plus de trois ans après la présentation, la production des 40 exemplaires bat son plein. Toutes ont bien évidemment été vendues, malgré un prix qui a de quoi rebouter : 500 000 €. Soit près du double de la voiture donneuse. Ah oui, qu'il faut fournir en plus ! Il faut dire que le modèle de MP Gemballa a été retravaillé de A à Z. À commencer par la carrosserie qui va bien au-delà du design du Français Alan Derosier : elle est entièrement réalisée en fibre de carbone avec plus de 80 éléments

différents. Elle peut même garder la fibre tressée apparente ! La personnalisation est en effet au cœur du processus de développement de cette Marsien puisque si les ingénieurs ont travaillé des milliers d'heures pour réaliser 422 composants mécaniques spécifiques, les clients ont eu le choix parmi d'innombrables options pour rendre chaque exemplaire unique. À l'image de l'or 24 carats pour tous les badges du premier modèle réalisé.

Jusqu'à 830 chevaux

Pour rappel, deux versions de la MP Gemballa Marsien étaient proposées aux clients. La première reprend le moteur boxer biturbo 3.8 de la 911 Turbo S, mais avec une puissance portée à 750 chevaux, et 930 Nm de couple grâce à un travail du spécialiste des préparations de Porsche, RUF. Lequel repasse aussi sur la boîte PDK à double-embrayage. L'échappement est en titane, et est signé Akrapovic. En optant pour la version supérieure, alors la puissance passe à 830 ch grâce à des turbos plus gros. Suffisant pour flirter avec les 330 km/h et atteindre 100 km/h en seulement 2,6 secondes. Maintenant que la MP Gemballa Marsien arrive sur les routes, on espère en croiser une prochainement. Et si un propriétaire pouvait organiser aussi une petite confrontation avec une 911 Dakar, on est aussi preneur !

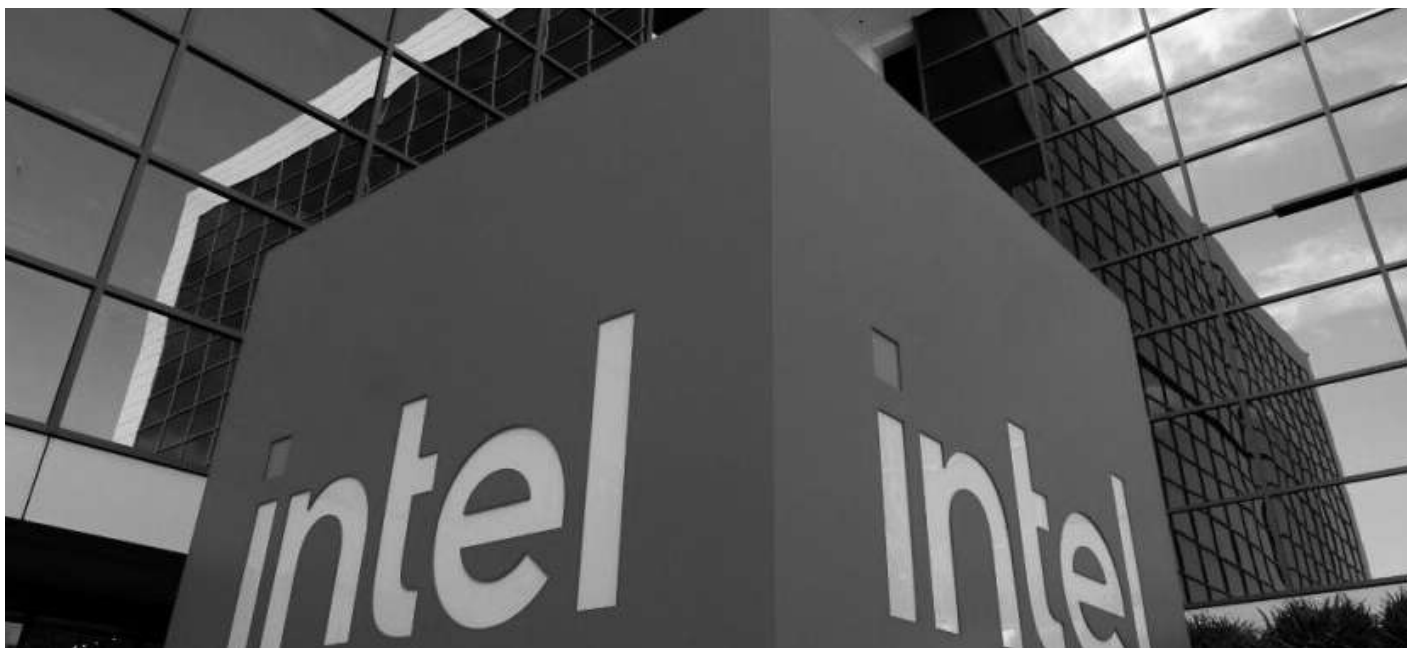
FACE AUX MAUVAIS RÉSULTATS

Intel licencie 15 000 personnes

Affichant une perte de 1,6 Md\$ au deuxième trimestre 2024, Intel a décidé de serrer la vis avec des coupes budgétaires et salariales. Le fondateur a annoncé la suppression de plus de 15% de ses effectifs soient près de 15 000 personnes.

En milieu de semaine, Bloomberg annonçait la volonté d'Intel de supprimer des milliers d'emplois sans donner de chiffre exact. Pat Gelsinger, CEO d'Intel vient de confirmer et de préciser ce plan social à l'occasion de la présentation des résultats financiers du second trimestre 2024. La firme va licencier plus de 15% de ses effectifs, ce qui représente environ 15 000 personnes (sur un total de 131 000 salariés). Ces suppressions de postes seront effectives d'ici la fin de l'année. Intel a présenté cette décision comme faisant partie de la « prochaine phase de sa stratégie de transformation plurianuelle » qui implique aussi des réductions de dépense R&D, de marketing et de frais généraux à 20 Md\$ en 2024, à 17,5 Md\$ en 2025 et à un niveau encore plus bas en 2026. Il a par ailleurs annoncé la suspension du paiement des dividendes à partir du 4ème trimestre fiscal, une décision mal prise par les investisseurs.

L'entreprise vient de déclarer une perte de 1,6 Md\$ pour le deuxième trimestre 2024, soit nettement plus que les 437 M\$ du trimestre précédent. « Nos résultats financiers du deuxième trimestre ont été décevants, même si nous avons franchi des étapes clés en matière de produits et de processus technologiques » explique le CEO dans un communiqué. Il ajoute, « les tendances du second semestre sont plus difficiles que nous ne l'avions prévu, et nous nous appuyons sur notre nouveau modèle opérationnel pour prendre des mesures décisives qui amélioreront



l'efficacité de l'exploitation et du capital tout en accélérant notre transformation IDM 2.0 ». Ce dernier avait été présenté en mars 2021 et prévoyait un plan d'investissement de 20 Md\$.

Une simplification du portefeuille produit en réflexion et un focus sur les PC IA

Pour l'instant la feuille de route d'Intel demeure avec l'objectif de passer 5 nœuds de fabrication en 4 ans. Dans un mémo envoyé aux salariés, Pat Gelsinger a expliqué que l'un des objectifs de l'entreprise est d'éliminer la complexité et plus particulièrement de simplifier le

portefeuille de produits. « Nous allons prendre des mesures ce mois-ci pour simplifier nos activités », souligne le dirigeant. « Chaque division procède à un examen de son portefeuille et identifie les produits peu performants. Nous allons également recentrer nos activités d'incubation sur des projets moins nombreux mais ayant plus d'impact ». Le fondateur de Santa Clara va mettre les bouchées doubles sur les PC IA. La prochaine puce Core Ultra, Lunar Lake sera dévoilée au salon IFA début septembre. Pat Gelsinger a déclaré que Lunar Lake était en fait en avance sur le calendrier et devrait monter en puissance en 2025. Le

CEO a précisé que « la société a livré plus de 15 millions de puces Core Ultra à ce jour. L'industrie a livré 40 millions de PC IA à ce jour et 100 millions d'ici la fin de l'année ». Pour les PC de bureau, la prochaine puce Arrow Lake apportera des fonctionnalités d'IA. Dans la roadmap, la puce pour PC portable Panther Lake sera livrée au cours du second semestre 2025 quand Intel passera à son processus 18A. Le directeur financier, David Zinsner, a précisé dans une conférence avec les analystes que « Panther Lake sera produit en interne »

LES MAÎTRES DE L'IA

Quand les firmes américaines et chinoises dominent la recherche



Les firmes américaines et chinoises dominent la scène mondiale de l'intelligence artificielle, non seulement par la quantité de leurs publications scientifiques et brevets, mais aussi par la qualité de leurs recherches. L'intelligence artificielle est devenue à la fois un terrain de jeu pour les entreprises technologiques de premier plan ; mais aussi l'objet d'une compétition très féroce entre le pays de l'Oncle Sam et la Chine. L'Emerging Technology Observatory (ETO) a

développé un outil nommé PARAT (Private-sector AI-Related Activity Tracker) spécifiquement pour collecter des données sur les tendances IA. Selon les données relevées, il n'y a aucun doute à avoir, les USA et la Chine mènent le bal. Des entreprises comme Alphabet (maison mère de Google) et Microsoft produisent plus de recherches scientifiques citées que n'importe quelle autre entreprise. De l'autre côté du Pacifique, des ténors chinois comme Baidu ou Tencent dominent en matière de

dépôts de brevets déposés.

La Guerre froide de l'IA : États-Unis et Chine en première ligne

Cette confrontation numérique, aux allures de Guerre froide moderne, voit chaque nation s'efforcer d'établir sa prééminence dans ce domaine fondamental qu'est devenu l'IA en quelques années. Outre-Atlantique, les géants tels que Google et Microsoft brillent par l'excellence de leurs publications scientifiques, témoignant ainsi de leur aptitude à produire des recherches avant-gardistes, reconnues à l'échelle internationale. L'article Attention is All You Need, fruit des travaux de Google en 2017, illustre parfaitement cette dynamique, ayant révolutionné le domaine avec l'architecture transformer, désormais pierre angulaire de nombreux modèles d'IA contemporains. Il est le papier le plus cité de toutes les recherches concernant l'IA selon PARAT. Parallèlement, l'Empire du Milieu est loin d'être inactif. Les entreprises chinoises, adoptant une approche pragmatique, misent davantage sur l'innovation brevetée, privilégiant ainsi l'applica-

tion concrète et la commercialisation expéditive des nouvelles technologies. Les investissements colossaux de la Chine dans ce secteur se reflètent indéniablement dans le classement des entités les plus prolifiques en matière de dépôts de brevets liés à l'IA.

Brevets et emplois : nerfs de la guerre technologique

L'émulation dans le domaine de l'intelligence artificielle ne se cantonne pas aux seules publications académiques. En effet, les brevets déposés ainsi que les emplois générés constituent également des paramètres essentiels pour jauger la prédominance technologique. Bien que seules trois firmes américaines figurent parmi les dix entités les plus prolifiques en matière de dépôts de brevets liés à l'IA, la présence marquée d'entreprises chinoises, allemandes et sud-coréennes témoigne de la complexité et de la diversité du panorama actuel de l'IA. Par ailleurs, une analyse des opportunités professionnelles dans ce secteur, s'appuyant sur les données fournies par LinkedIn, révèle qu'Amazon trône au som-

met avec pas moins de 14 000 postes, talonné de près par Accenture (multinationale spécialisée dans le conseil en technologies de l'information et les services). Ces statistiques prouvent l'importance croissante des grands cabinets de conseil, qui s'imposent désormais comme des acteurs incontournables dans la mise en œuvre de projets d'IA, tant au sein des entreprises que des instances gouvernementales. Zachary Arnold, à la tête de l'ETO, souligne cette tendance en qualifiant ces firmes de véritables « mercenaires » de l'IA, prêtes à déployer leur expertise sur le maximum de projets. Et la France dans tout ça ? Bien que nous soyons confortablement positionné en tête des pays européens en termes de levées de fonds dédiées à l'IA, combler le gouffre avec les géants américains et chinois sera une tâche ardue. Toutefois, nous jouissons d'atouts spécifiques : une certaine excellence en recherche fondamentale, un tissu industriel diversifié et une forte culture de l'innovation. Le potentiel est là, et notre écosystème IA est en pleine croissance. On y croit ?

Mots fléchés

Café-concert		Partie d'un casque		Affluent de la Dordogne		Décorations		Noble particule		Parât		De mer c'est une	
Commerce		Affaissement		Comprimer		L'Irlande en VO		Victoire impériale				Il peut être donné par Dieu	
										Vieux Tokyo			
Huile fine									Quote-part				
Voulurent									Trinitrotoluène				
										Possèdent			
										Longues périodes			
Fils de Jacob					Provenir							Cours en bourse	
À peine													
					Récurées	Sidérurgie		Peur théâtrale					Patauge
								Situé chez le notaire					
Trou pour poutre	Poissons de mer								Collège anglais				
	Pièces au jeu d'échec								Aisé				
			Clignements des yeux	Vifs							Tantale		
											Guide pour le dessin		
L'astéroïde 173				Assembla						Graffiti			
Dodue				Petit officier						Ancienne Allemagne			
							Amer	Île méditerranéenne					
Rivière russo-ukrainienne		Fréquentait									Signe orthographique		Petit nuage
		Asperge											
				Tel quel				Peuple scandinave					
				Agence spatiale									
Navigateur disparu (Alain)	Sésame									Remplace la SDN			
	Lucky Luke tire plus vite qu'elle				Lac américain					Flétris			
					Dirigeante israélienne (Golda)	Vêtement		Raseur	Marque de dédain			Obstinés	
									Muni d'Avé				
Princesse													
Prêtre							Entaillé						
				Impertinent									
				Abris pour bateaux									Arrêt organique
Anglais							Enzyme				Lettres pieuses		
Île française											Transpirés		
			Surface agricole				Frictionnât						
			Planche de bois				Orne nos cimetières						
Tiroir	Arme traditionnelle du Japon				Tente d'indien					Genre de crabes			
	Actinium				Île française					Note de musique			
						Pubères							
Abandonner							Rivière entre l'Allemagne et la Pologne						

Le Rebranding Africa Forum revient pour sa 10^{ème} édition qui aura lieu à Bruxelles du 17 au 19 octobre 2024 sous le thème «Ensemble, construisons l'Afrique ». Créé en 2014, le Rebranding Africa Forum s'est imposé comme le rendez-vous incontournable pour aborder les transformations profondes nécessaires au développement de l'Afrique. Cette année, le forum abordera de manière transversale et inédite des sujets d'une importance capitale pour l'avenir du continent. Il est question, entre autres, de la culture, le sport et le soft power, le capital humain, les TIC et l'intelligence artificielle, l'exploitation des ressources naturelles, le changement climatique et l'économie verte et le commerce intérieur et la ZLECAF.L'enjeu étant de puiser de ces riches journées d'échanges, la motivation et l'inspiration nécessaires pour reconstruire collectivement et méthodiquement, à la lumière des réalités, atouts et défis actuels du continent, une Afrique prospère et intégrée.



ACHAT DES
PARRAINAGES DE
CANDIDATURES À LA
PRÉSIDENTIELLE
**Les auditions des
suspects se poursuit
au Pôle pénal de Sidi
Mhamed**

Le juge instructeur près le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi-M'hamed poursuit, ce dimanche, les auditions des suspects dans l'affaire d'achat des signatures de souscriptions au profit de candidatures à la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain. Aucune décision n'est prise, jusqu'alors, à l'encontre des prévenus, au nombre de 50, selon le chiffre livré par le Procureur général près la Cour d'Alger, lors de la conférence de presse qu'il a animée jeudi dernier.

Il a avait précisé que les suspects, essentiellement des élus locaux, ont reconnu avoir reçu des sommes d'argent allant de 20.000 à 30.000 dinars en contrepartie de signature de formulaires de parrainage au profit des candidats à la candidature à la présidentielle anticipée. D'autres élus municipaux ont avoué avoir participé à la collecte de l'argent. Selon le Parquet général, trois candidats à la candidature (leurs dossiers ont été par ailleurs rejetés par l'ANIE puis la Cour constitutionnelle), sont impliqués dans cette affaire.

« Ce sont des faits condamnés par la loi. L'enquête se poursuivra et les personnes impliquées seront sévèrement punies. Nous allons tenir au courant l'opinion publique des détails de cette enquête » avait déclaré le Procureur général.

APRÈS "UNE ALLUSION" SUR LE SAHARA OCCIDENTAL
**L'île-Saint-Denis ferme le stand
du Maroc dans l'espace culturel
Station Afrique**

Le maire de l'île-Saint-Denis a annoncé la fermeture du stand du Maroc dans Station Afrique, un lieu de célébration durant les Jeux Olympiques et Paralympiques, après qu'une chanteuse marocaine ait tenu des propos "politiques" liés au Sahara occidental, "contrevenant ainsi aux règles de neutralité fixées dans la convention signée par tous les pays".

"Depuis le 20 juillet 2024, de nombreux pays y sont représentés, proposant tous les jours des activités et des concerts. La ville de L'île-Saint-Denis a ainsi réussi à réunir l'ensemble des pays sur un principe de neutralité, de respect réciproque et d'interdiction totale de positionnement sur la politique internationale pouvant heurter les participants de ce beau projet collectif", indique la ville de l'île-Saint-Denis dans un communiqué publié samedi.

"C'est par conséquent et avec grand regret que la ville de L'île-Saint-Denis a dû hier matin (vendredi) signifier à la représentante du Maroc, la fin de la convention d'occupation qui liait notre ville à l'ambassade du Maroc dans le cadre de Station Afrique (située à L'île-Saint-Denis)", a ajouté la même source.



Et de préciser: "Les engagements de neutralité, l'esprit d'unité et de concorde pour lesquels l'ensemble des participants ont mis tant d'efforts ces derniers mois afin de faire de Station Afrique une réussite que nous constatons chaque jour, a été gravement remise en question jeudi soir dernier, lors

de la soirée en l'honneur du Maroc. La chanteuse Saida Charaf a ainsi, à deux reprises, annoncé devant le public que le Sahara occidental est marocain, merci président Macron", en référence au soutien apporté récemment par Paris au prétendu "plan d'autonomie" marocain pour le Sahara occidental.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FMI
**L'institution valide la création d'un nouveau siège pour l'Afrique
subsaharienne**

En octobre 2023 après d'intenses plaidoyers, la directrice du FMI Kristalina Georgieva avait annoncé la création d'un 3^{ème} siège pour l'Afrique. Ce siège qui sera attribué à la région subsaharienne vise à en améliorer la représentativité au sein de l'institution. Le Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international, la plus haute instance décisionnelle de l'institution, a adopté une nouvelle résolution visant à ajouter un 25^{ème} siège destiné à l'Afrique subsaharienne.

Cette résolution qui augmente de fait le nombre de directeurs exécutifs au sein du Conseil d'administration du FMI, fait suite à l'appel lancé par le Comité monétaire et financier international lors des réunions annuelles de 2023 à Marrakech, demandant la création d'un nouveau siège pour améliorer la représentation de l'Afrique subsaharienne et équilibrer la représentation régionale au Conseil. Elle s'inscrit dans le cadre d'un plaidoyer plus large lancé par les pays africains en vue d'améliorer leur représentativité non

seulement au sein du FMI, mais également au sein de toute organisation jouant un rôle clé dans l'architecture financière mondiale actuelle. Désormais, l'Afrique comptera 3 sièges au Conseil d'administration du FMI, dont 2 réservés à l'Afrique subsaharienne. En renforçant la voix de la région dans ses instances, le FMI espère encourager une prise de décision plus équilibrée et inclusive, reflétant mieux la diversité et les dynamiques économiques mondiales.

« Le Conseil des gouverneurs a franchi une étape importante en créant un 25^{ème} siège à notre Conseil d'administration pour augmenter la représentation de l'Afrique subsaharienne dans la prise de décision du FMI, rendre notre Conseil plus inclusif et refléter le rôle de la région dans l'économie mondiale » a déclaré Kristalina Georgieva, la Directrice générale du FMI.

Le nouveau Conseil d'administration de 25 directeurs exécutifs prendra ses fonctions le 1^{er} novembre 2024.

TASSILI AIRLINES

Un avion de la compagnie perd un pneu au décollage

La deuxième compagnie aérienne nationale a enregistré un incident qui a touché l'un de ses avions, dans la wilaya d'Illizi. Notamment au niveau de l'aérodrome de Rhourde Nouss, près du champ gazier du même nom. L'annonce a été faite la compagnie dans un communiqué publié samedi dernier.

Plus de mal que de peur, l'avion en question, un bombardier Dash8-Q400 a perdu un de ses pneus, lors de l'opération de décollage, à l'aérodrome de Rhourde Nouss, annonce la compagnie. Les faits sont survenus le samedi 3 août 2024, à Illizi, le pneu de l'avion en question a éclaté, lors du décollage de l'avion, précise la compagnie filiale du

groupe Sonatrach, qui ne fait état d'aucune perte matérielle ou humaine, suite à cet accident.

Par ailleurs, le transporteur aérien rassure que l'avion en question a subi les réparations nécessaires et a pu décoller le plus normalement possible. Cependant, Tassili Airlines n'a pas précisé les causes de cet incident, ni la destination

de l'avion, ni le nombre de passagers qui étaient à bord.

Pour rappel, la deuxième compagnie aérienne, filiale du groupe SONATRACH, détient une flotte de 12 appareils, d'une capacité totale entre 37 et 150 passagers à bord. Ces avions sont principalement de type Boeing 737-800 et Bombardier Q400 et Q200.